



Société valaisanne de biologie de la faune
Walliser Gesellschaft für Wildtierbiologie

N° 46 décembre 2024
Nr. 46 Dezember 2024

Assemblée générale:
le 22 mars 2025 sur le thème
des chouettes et hiboux

Generalversammlung:
am 22. März 2025 zum Thema
Eulen und Käuze

Réfléchir avant d'agir

Quoi de neuf chez nos poissons?

Entretien avec Stefan Wenger

Dangers sauvages et
dangers urbains

19^e journées internationales
d'observation du Gypaète barbu

En souvenir de Jean-Claude Praz

Prise de position de fauna•vs sur la
révision de l'ordonnance sur la chasse

Article sur la génétique du loup

Erst nachdenken, dann handeln

Wie geht es unseren Fischen?

Interview mit Stefan Wenger

Gefahren in der Wildbahn
und urbane Gefahren

19. Internationale Bartgeier-
beobachtungstage

Im Gedenken an Jean-Claude Praz

Stellungnahme von fauna•vs zur
revidierten Jagdverordnung

Artikel zur Wolfsgenetik

Réfléchir avant d'agir

Si un ouvrage technique ne répond pas aux attentes des citoyens-contribuables, la pression populaire incite les responsables à réparer l'erreur ou améliorer le point faible. Dans certains domaines, c'est la législation qui impose un suivi et des ajustements à l'évolution du contexte, par des révisions à échéances fixes. Mais quand les aménagements sont construits pour la faune sauvage, qui la défend en cas d'inefficacité?

Mesures de compensation

Depuis longtemps notre société a conscience du fait que les barrages sur nos rivières compliquent la vie des animaux aquatiques, notamment celle des poissons. Ainsi, le barrage sur le Rhône à la Souste est-il équipé d'un escalier dans un des piliers centraux, destiné à permettre son franchissement par des truites (Figure 1). L'ouvrage n'a certainement jamais fonctionné, mais l'idée était présente en 1900 déjà, bien avant que les études d'impacts sur l'environnement ne soient obligatoires. Depuis, ces équipements ont été améliorés au point de devenir des rivières de contournement (Figure 2) ou des rampes en forme d'escalier et semblent donner des résultats positifs.

Remonter le Rhône...

Dans le cas présent, cette exploitation hydroélectrique, dite Chippis-Rhône, construite par Rhonewerke AG pour une entreprise de production d'aluminium, disposait d'une concession échue en 2004. Dans le cadre de l'étude d'impact nécessaire à l'octroi d'une nouvelle concession, un projet d'aménagement destiné à permettre la remontée et la descente – tant il est vrai qu'il ne sert à rien aux truites lacustres

d'aller se reproduire sur un affluent dans le Haut-Valais si les jeunes individus ne devaient avoir le choix qu'entre rester bloqués à l'amont ou se faire hacher par les turbines à la descente – a été dessiné. Près d'un quart de siècle après l'échéance de la concession, la procédure n'est toujours pas terminée et les poissons peuvent encore attendre avant de disposer d'une rampe leur permettant de franchir le barrage.

Ce petit détour dans la réalité permet de rappeler que deux barrages sur le Rhône, celui de Lavey (appartenant à la commune de Lausanne; Figure 3) et celui de Finges (FMV sa, désormais) interdisent aux truites du lac l'accès aux éventuelles frayères valaisannes en amont de St Maurice. C'était le point de vue depuis le bas

... puis redescendre

Si l'on adopte le point de vue inverse, ce n'est guère mieux. On l'a vu avec l'incident du barrage des Toulles sur la Drance l'an passé (voir *fauna•vs info* N° 45). Les rivières latérales peuvent être dévastées par des purges intempestives, accidentelles ou simplement suite à une gestion déficiente des dérivations hydroélectriques. Ces rivières peuvent aussi ne présenter aucun potentiel pour la repro-

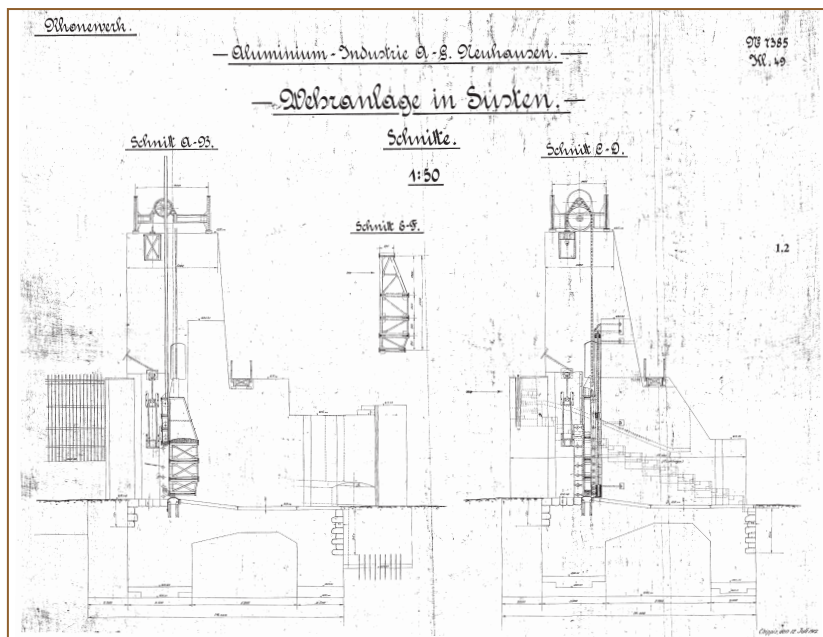


Fig. 1: L'échelle à poissons du barrage de Susten. A gauche coupe du pilier, à droite en haut les escaliers, en bas la flèche montre l'entrée de la rampe. (Photos: P.-A. Oggier).

Abb. 1: Fischtreppe bei der Wehranlage in Susten. Links der Querschnitt der Pfeiler, rechts oben die Fischtreppe, unten der Pfeil, der auf den Eingang der Rampe zeigt.

Erst nachdenken, dann handeln

Wenn ein Bauwerk die Erwartungen der Steuerzahlenden nicht erfüllt, veranlasst der Druck der Bevölkerung die Verantwortlichen, den Fehler zu beheben oder die Schwachstelle zu verbessern. In einigen Bereichen schreibt die Gesetzgebung eine Überprüfung in festgelegten Zeitabständen und die Anpassung an veränderte Rahmenbedingungen vor. Aber wenn die Anlagen für Wildtiere gebaut werden, wer verteidigt sie dann im Falle einer Ineffizienz?

Ausgleichsmassnahmen

Seit langem ist sich unsere Gesellschaft der Tatsache bewusst, dass Staudämme in unseren Flüssen das Leben von Wassertieren, insbesondere von Fischen, erschweren. So ist beispielsweise das Stauwehr in Susten in einem der zentralen Pfeiler mit einer Fischtreppe ausgestattet, die den Forellen das Überwinden des Staudamms ermöglichen soll (Abbildung 1). Das Bauwerk hat sicherlich nie funktioniert, aber die Idee war bereits im Jahr 1900 vorhanden, lange bevor Umweltverträglichkeitsprüfungen vorgeschrieben wurden. Seitdem wurden solche Anlagen vielerorts mit Ausweichflüssen (Abbildung 2) oder treppenförmigen Rampen verbessert, mit scheinbar positiven Ergebnissen.

Im Rotten aufsteigen...

In diesem Fall besass das Wasserkraftwerk Chippis-Rhône, das von der Rhonewerke AG für ein Unternehmen zur Herstellung von Aluminium gebaut wurde, bis 2004 über eine Konzession. Im Rahmen der für die Erteilung einer neuen Konzession erforderlichen Umweltverträglichkeitsprüfung wurde ein Projekt zur Verbesserung sowohl der Aufstiegs- als auch der Abstiegsmöglichkeiten für Fische entworfen, da

es für die Seeforellen keinen Sinn macht, sich in einem Nebenfluss im Oberwallis fortzupflanzen, wenn die Jungfische nur die Möglichkeit haben, entweder im Oberlauf stecken zu bleiben oder beim Abstieg von den Turbinen zerhackt zu werden. Fast ein Vierteljahrhundert nach Ablauf der Konzession ist das Verfahren immer noch nicht abgeschlossen und die Fische müssen noch warten, bis sie eine Rampe haben, mit der sie die Staumauer überwinden können.

Dieser kleine Abstecher in die Realität ermöglicht es, daran zu erinnern, dass zwei Stauwehre an der Rhone, eine bei Lavey (im Besitz der Gemeinde Lausanne; Abbildung 3) und eine beim Pfynwald (FMV SA), den Forellen den Zugang zu den möglichen Walliser Laichgründen oberhalb von St. Maurice verwehren. Das war der Blick talaufwärts.

... und dann wieder abwärts

Wenn man den umgekehrten Blickwinkel einnimmt, sieht es nicht viel besser aus. Dies zeigte sich beim Vorfall am Staudamm von Les Toules an der Drance im vergangenen Jahr (siehe fauna•vs info Nr. 45). Seitenflüsse können durch ungewollte, unfallbedingte Spülungen oder einfach durch mangelhaftes Management von Wasserableitungen verwü-



Fig. 2: Un exemple en dehors du Valais: La rivière de contournement de l'usine électrique au fil de l'eau à Auenstein sur l'Aar. Les vues aériennes montrent les différents états. Les baigneurs (cercle) permettent de prendre conscience des dimensions de cette «rampe à poissons». A droite les informations visibles sur place. (Photos aériennes: swisstopo).

Abb. 2: Ein Beispiel von ausserhalb des Wallis: Der Umleitungsfluss des Laufwasserkraftwerks in Auenstein an der Aare. Die Luftaufnahmen zeigen die verschiedenen Zustände. Die Badenden im Umleitungsfluss (Kreis) machen die Dimensionen dieser «Fischrampe» bewusst. Rechts: eine Tafel mit Informationen vor Ort.



Fig. 3: Le barrage de Lavey, premier obstacle sur le Rhône en amont du Léman. (Photo: P.-A. Oggier)

Abb. 3: Das Stauwehr von Lavey, das erste Hindernis in der Rhone oberhalb des Genfersees.

duction des poissons par manque d'eau (débit de dotation nul ou faible), en raison du marnage (variations artificielles rapides et fréquentes du débit suite à la mise en service ou à l'arrêt des usines hydroélectriques pour s'adapter à la consommation) ou à cause d'une structure artificielle du lit ou bien par une combinaison de ces trois facteurs. Dans le bassin versant des deux Vièges, de Zermatt et de Saas, hormis des truites régulièrement lâchées, il n'y a pas grand-chose à pêcher car il n'y a guère de frayères viables. Voilà pour le décor de l'action.

Mesures de bonne conscience

Dans le cadre de travaux de sécurisation contre les crues à Chatzuhüs, sur la Viège, dans la commune du même nom, en application de la législation fédérale en matière d'aménagement des cours d'eau, une rampe (Figures 4 et 5, à droite) franchissable par les poissons a été construite à la place d'un seuil de stabilisation du lit, présent depuis des décennies, qui ne permettait que l'avalaison des poissons (Figure 5, à gauche). Le magnifique ouvrage terminé en 2024 répond à tous les critères de qualité. Tout est pour le mieux dans le

meilleur des mondes. Sauf que les truites du lac ne peuvent arriver ici et qu'il n'y a guère de frayères en amont (Figure 7).

La morale de l'histoire

La législation impose de remplir toutes les exigences formelles, mais permet de répondre, au cas par cas, sans tenir compte du contexte. Un impact doit être compensé par une mesure d'intégration ou de remplacement. Un seuil dans une rivière doit être rendu franchissable. Et, pas à pas, le monde va s'améliorer automatiquement. Il suffit d'appliquer la loi, pas besoin de réfléchir.

Sauf qu'à Viège l'investissement ne servira à rien pour les truites du Léman tant que les barrages de Lavey et de La Souste ne seront pas équipés d'une rampe franchissable. Cela fait, la rampe ne servira toujours quasiment à rien tant que l'exploitation hydroélectrique détruira les frayères potentielles en amont. Sans même compter que le futur barrage de Gornierli à Zermatt, avec dérivation des eaux estivales sur la Grande Dixence, ne va sans doute pas améliorer la situation...



Fig. 4: La rampe à poissons de Chatzuhüs vue d'aval. (Photo: P.-A. Oggier)

Abb. 4: Die Fischrampe beim Chatzuhüs von oben (talwärts) gesehen.



stet werden. Diese Flüsse verlieren auch aufgrund von Wassermangel (keine oder geringe Zuflussmenge), Schwall und Sunk (schnelle und häufige künstliche Schwankungen der Wassermenge infolge der Inbetriebnahme oder Abschaltung von Wasserkraftwerken zur Anpassung an den Verbrauch), einer künstlichen Bettstruktur oder einer Kombination dieser drei Faktoren ihr Potenzial für die Fortpflanzung von Fischen. Im Einzugsgebiet der Zermatter und der Saaser Vispa gibt es ausser regelmässig ausgesetzten Forellen nicht mehr viel zu fischen, da es kaum lebensfähige Laichplätze gibt. Soweit zum Handlungshintergrund.

Massnahmen für das gute Gewissen

Im Rahmen der Arbeiten an der Vispa zur Sicherung gegen Hochwasser wurde im Raum Chatzuhüs in Visp in Anwendung des Bundesgesetzes über den Wasserbau eine für Fische passierbare Rampe errichtet (Abbildung 4 und 5 rechts). Diese ersetzt die seit Jahrzehnten vorhandenen Schwelle (Abbildung 5 links) zur Stabilisierung des Flussbetts, die nur den Fischabstieg ermöglichte. Das wunderschöne, 2024 fertiggestellte Bauwerk erfüllt alle Qualitätskriterien – alles ist bestens. Nur, dass die Forellen aus dem Genfersee hier gar nicht ankommen können und dass es flussaufwärts kaum Laichplätze gibt (Abbildung 7).

Die Moral der Geschichte

Die Gesetzgebung schreibt vor, dass alle formalen Anforderungen erfüllt werden müssen, erlaubt aber eine einzelfallbezogene Lösung, ohne den Kontext zu berücksichtigen. Ein Eingriff muss durch eine Integrations- oder Ersatzmassnahme kompensiert werden. Eine Schwelle in einem Fluss muss passierbar gemacht werden. Und Schritt für Schritt wird sich die Welt automatisch verbessern. Man muss scheinbar nur das Gesetz anwenden, aber nicht nachdenken.

Nur dass die Investition in Visp für die Forellen des Genfersees nichts nützen wird, solange die Wehranlagen von Lavey und Susten nicht mit passierbaren Fischtreppe ausgestattet werden. Und sogar die Fischtreppe werden kaum etwas nützen, solange die Wasserkraftnutzung die potenziellen Laichplätze flussaufwärts zerstört. Zudem wird der geplante Gornerli-Staudamm in Zermatt die Situation wahrscheinlich nicht verbessern...

Die Geschichte erinnert an die Zeit, als Ersatzaufforstungen (bei Rodungen) systematisch auf extensiv genutztem Land mit geringem wirtschaftlichem Wert – auf Sümpfen, Magerwiesen und Steppenrasen – durchgeführt wurden. In Franken gerechnet war das ein gutes Geschäft, in Bezug auf die



Fig. 5: Vue aérienne (map geo) du seuil (à gauche) et de la rampe à poissons (à droite) de Chatzuhüs. On voit bien les marches d'escalier permettant de diviser la hauteur infranchissable en petites étapes maîtrisables par une truite adulte. (Source: swisstopo)

Abb. 5: Luftaufnahme der Schwelle (links) und der Fischtreppe (rechts) vom «Chatzuhüs». Gut zu erkennen sind die Stufen der Fischtreppe, mit denen die unüberwindbare Höhe in kleine Schritte unterteilt wird, die von einer ausgewachsenen Forelle bewältigt werden können. (Quelle: swisstopo)

Cette histoire rappelle le temps où les reboisements de compensation se réalisaient systématiquement sur les terres marginales de peu de valeur économique – les marais, les prés maigres et les pelouses steppiques. Calculés en francs c'était une bonne affaire ; en surface de forêt légale, un juste équilibre, mais cela constituait une double perte pour la nature: une vraie forêt ancienne défrichée d'un côté et le biotope détruit par la plantation de compensation de l'autre côté. On comprend l'effondrement massif de la biodiversité en quelques décennies.

Une alternative rationnelle

Il devient urgent de faire mieux. Et c'est possible. Ainsi le Service des forêts, de la nature et du paysage (SFNP) du Canton du Valais montre la voie depuis longtemps avec des PRC (projets régionaux de compensation forestière) dont le principe consiste, plutôt qu'à toujours reboiser immédiatement une surface équivalente, à prélever dans certains cas des compensations financières qui sont regroupées dans un fonds forestier et utilisées pour des mesures coordonnées, prioritaires et plus importantes, formant un puzzle cohérent. Le SFNP évite ainsi des reboisements de petites surfaces dispersées comme des confettis, sans fonction écologique, qui n'apportent même pas une plus-value pour la flore et

la faune sylvoles. Il favorise la reconstruction de biotopes en faveur des espèces rares. La mise en œuvre de cette stratégie également pour les compensations selon la loi sur la protection de la nature, via un fonds, est à l'étude. On ne peut que féliciter ce service.

Un vœu

Alors que les producteurs d'électricité arrivent à gérer en temps réel les échanges énergétiques au niveau du continent pour équilibrer les variations non prévisibles de production éolienne ou solaire, ne peut-on pas attendre d'eux une approche globale, une vision des systèmes naturels et un peu de souplesse administrative? Est-il impossible d'investir les budgets de projets situés en amont pour lever les blocages en aval et réparer ainsi les bassins versants, petit à petit, d'aval vers l'amont?

Et si le blocage n'était que financier, les concessionnaires ne désirant pas consentir à des dépenses non obligatoires, peut-être serait-il possible d'échanger la construction d'une rampe contre une prolongation limitée du droit d'exploiter? Tout cela nécessite évidemment une adaptation des bases légales. Mais, pourquoi pas? ■

Pierre-Alain Oggier

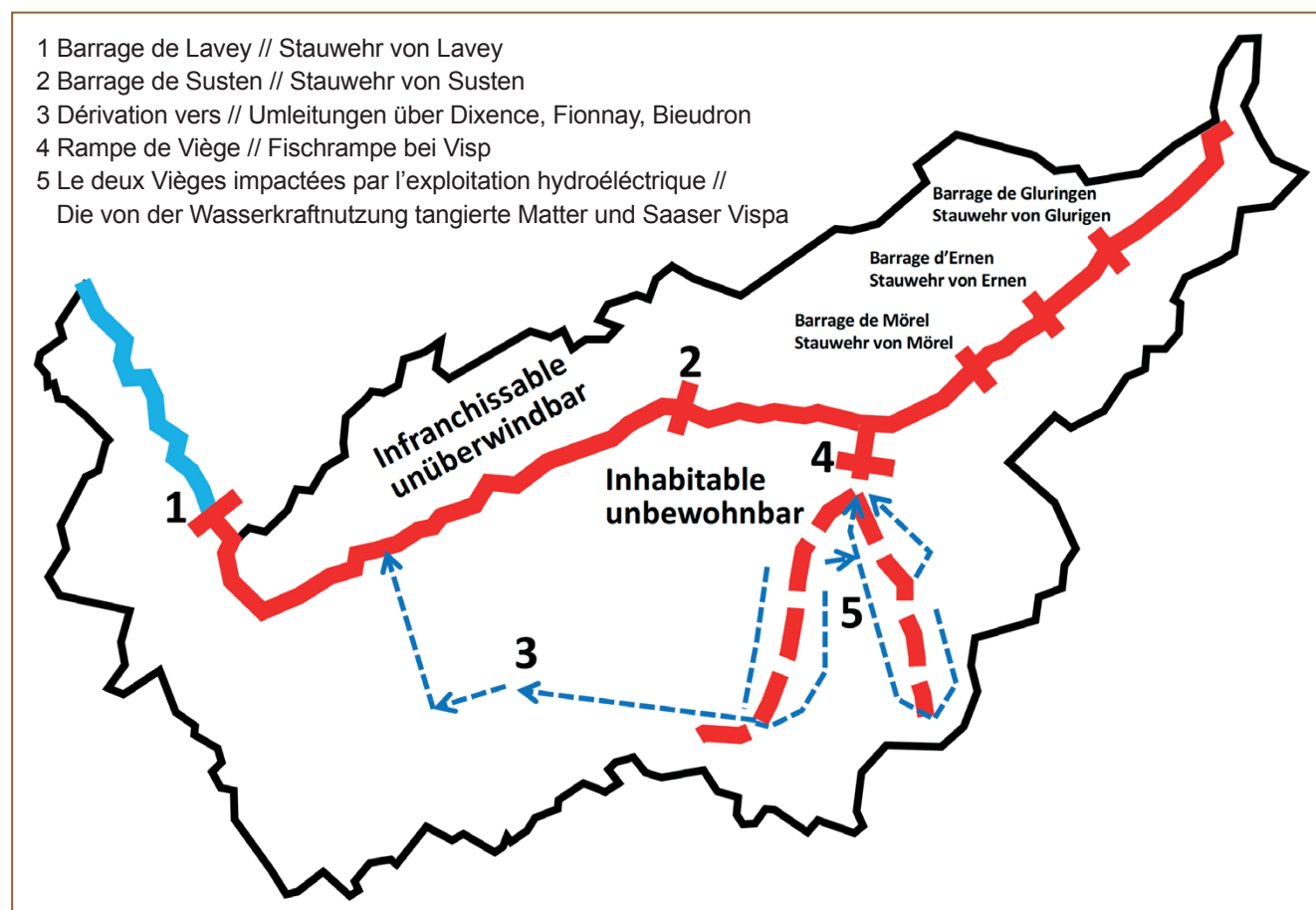


Fig. 7: Cette carte du Valais montre que la rampe à poissons de Viège (4) est prise en tenailles entre les barrages (1) et (2) sur le Rhône qui empêchent les poissons du lac d'atteindre cette rampe et les dérivations hydroélectriques (3 et 5) qui rendent les Vièges très peu favorables à la reproduction des truites. (Dessin: P.-A. Oggier).

Abb. 7: Auf dieser Walliser Karte ist ersichtlich, dass die zwei Rotten-Stauwehre (1) und (2) einen Aufstieg der Fische aus dem Genfersee bis zur Fischrampe bei Visp (4) verhindern. Zudem sind die hydroelektrischen Umleitungen in den Stollen (3) und (5) für die Fortpflanzung der Forellen ungünstig.

Waldfläche ein fairer Ausgleich, aber für die Natur bedeutete es einen doppelten Verlust: auf der einen Seite ein wertvoller alter Wald, der gerodet wurde, und auf der anderen Seite das durch die Ersatzaufforstung zerstörte Biotop. Daraus lässt sich der massive Zusammenbruch der biologischen Vielfalt innerhalb weniger Jahrzehnte nachvollziehen.

Eine rationale Alternative

Es wird immer dringender, die Dinge besser zu machen. Und es ist möglich. So verfolgt die kantonale Dienststelle für Wald, Natur und Landschaft (DWNL) seit langem den Weg mit dem Regionalen Kompensationsprojekt (RKP), dessen Prinzip darin besteht, dass, anstatt immer sofort eine gleichwertige Fläche wieder aufzuforsten, in bestimmten Fällen Ersatzzahlungen erhoben werden, die in einem Waldfonds zusammengefasst und für koordinierte, vorrangige und grössere, zusammenhängende Massnahmen verwendet werden. Die DWNL vermeidet damit kleinflächige, wie Konfetti verstreute Aufforstungen ohne ökologische Funktion, die nicht einmal einen Mehrwert für die Waldflora und -fauna bringen. Stattdessen wird der Wiederaufbau von Biotopen zugunsten seltener Arten gefördert. Die Umsetzung dieser Strategie wird derzeit auch für Ausgleichszahlungen über einen Fonds

gemäss Gesetz über den Natur- und Heimatschutz geprüft. Man kann die Dienststelle nur beglückwünschen.

Ein Wunsch

Während es den Stromerzeugern gelingt, den Energieaustausch europaweit in Echtzeit zu steuern, um die nicht vorhersehbaren Schwankungen der Wind- und Sonnenenergieerzeugung auszugleichen, fragt es sich, ob man von ihnen nicht auch einen globalen Ansatz, eine Sicht auf natürliche Systeme und ein wenig administrative Flexibilität erwarten kann? Ist es unmöglich, in flussaufwärts gelegene Projekte zu investieren, um die Blockaden flussabwärts zu lösen und so die Wassereinzugsgebiete nach und nach von flussabwärts nach flussaufwärts zu sanieren?

Und wenn die Blockade nur finanzieller Natur ist und die Konzessionäre nicht bereit sind, nicht zwingenden Ausgaben zuzustimmen, wäre es vielleicht möglich, den Bau einer Fischtreppe gegen eine begrenzte Verlängerung des Betriebsrechts einzutauschen? All dies erfordert natürlich eine Anpassung der Rechtsgrundlagen. Aber warum nicht? ■

Pierre-Alain Oggier

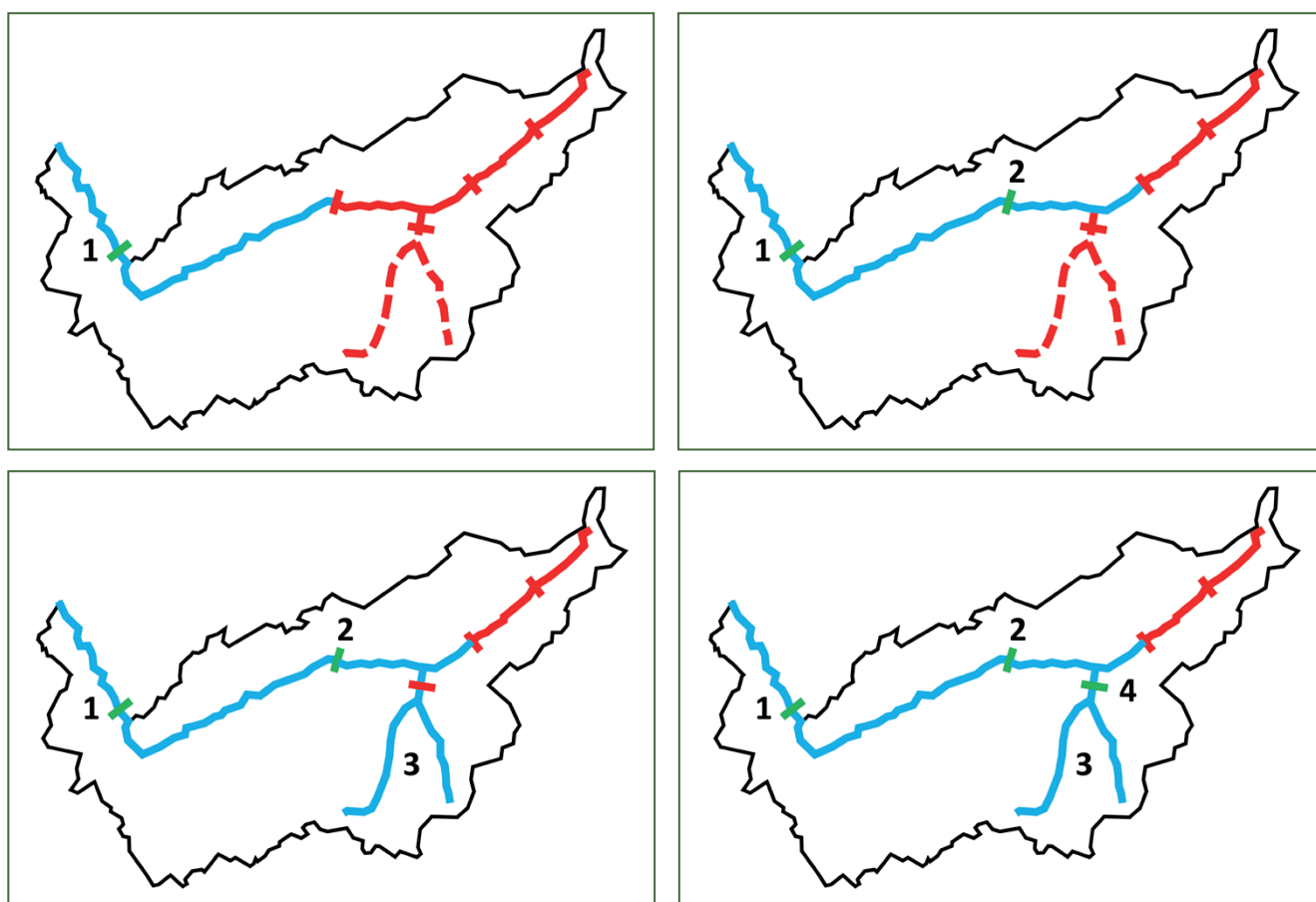


Fig. 6: L'éco-logique voudrait que l'on investisse les budgets de compensations piscicoles de l'ensemble du bassin versant selon l'ordre de priorité allant de 1 à 4, de sorte que la rampe à poissons 4 relie effectivement une population de reproducteurs à des frayères, chaque dépense apportant son lot d'améliorations cumulatives.... (Dessins: P.-A. Oggier)

Abb. 6: Wenn man logisch überlegt, würden die Ausgleichsmassnahmen für Fische im gesamten Einzugsgebiet in der Reihenfolge der Prioritäten von 1 nach 4 investiert, sodass die Fischrampe 4 tatsächlich eine Population von adulten Fischen mit den Laichgründen verbinden würde, wobei jede dieser Ausgaben eine Reihe kumulativer Verbesserungen mit sich bringen würde...

Quoi de neuf chez nos poissons?

Autour de 1880, on comptait encore 18 espèces de poissons indigènes dans la vallée du Rhône. En 1995, il n'en restait plus que huit. Dans le Rhône, à l'exception de quelques tronçons dans la vallée de Conches, on ne capture pratiquement plus que des truites d'élevage. Stefan Wenger, président de l'association de pêche à la mouche du Haut-Valais, s'inquiète de l'état de nos eaux et des poissons en Valais. Son association a formulé cinq exigences pour la pêche du futur, que nous avons le plaisir de présenter ici.

Si l'on compare la terre à un ballon de basket, toutes les eaux des mers tiendraient dans une balle de tennis, tandis que les eaux douces, les lacs, ruisseaux et fleuves, ne dépasseraient pas la taille d'une tête d'épingle. Étonnamment, presque autant d'espèces de poissons vivent dans les eaux douces que dans les mers, soit environ 15'000. La Suisse avec plus de 120 espèces différentes constitue un hotspot européen. Précisons que plusieurs espèces de poissons, d'apparences semblables, viennent d'être identifiées grâce aux analyses génétiques. À peine découvertes et déjà encore plus rares: certaines espèces de vairons et de corégones n'existent qu'en Suisse. Ces chiffres ne disent cependant rien quant à la qualité des milieux aquatiques et cachent même le fait que la faune piscicole est mondialement à la peine. Malheureusement la prise de conscience de ce monde aquatique ne se développe que lentement dans la population en général. Peut-être parce que les poissons sont relativement invisibles, silencieux, parce qu'on ne peut guère les toucher ou les caresser. Il est d'autant plus nécessaire que les pêcheurs se fassent leur porte-parole.

Dans le «Living Planet Report» 2022 du WWF¹, des scientifiques reconnus ont constaté un recul des populations de poissons d'eau douce au niveau mondial de 83% entre 1970 et 2018. Le bilan s'alourdit pour les poissons migrateurs: pour la même période, leurs effectifs ont chuté de 93%. Pour simplifier, on pourrait dire que cette tête d'épingle «eaux douces» a perdu 85% de ses poissons en 50 ans. Des chiffres qui font frémir même les pêcheurs les plus endurcis. Les gens en savent parfois d'autant plus sur les poissons ou

autres créatures aquatiques qu'ils en sont éloignés. Il suffit par exemple de penser à la chasse aux baleines dans les îles Féroé ou aux poissons de mer confrontés au plastique. Mais honnêtement: qui sait que les dernières populations de saumons sauvages sont menacées par notre consommation de saumons d'élevage? Qui connaît la situation des poissons en Suisse ou même en Valais?

Les milieux aquatiques: les habitats les plus touchés par la perte de biodiversité

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a publié en 2022 la «Liste rouge des poissons et cyclostomes»² et en 2023 le rapport «Biodiversité en Suisse»³. Pour la Suisse, considérée comme le château d'eau de l'Europe et se vantant volontiers d'être un modèle en matière de protection de l'environnement, les deux rapports ont fourni des chiffres décevants. Si l'on compare les différents habitats, on constate que les milieux aquatiques sont les plus touchés par l'érosion de la biodiversité. Pour les cours d'eau, 55% des habitats sont menacés de disparition ou fortement menacés et seuls 10% ne sont pas considérés comme menacés. Si l'on considère la biodiversité

1) https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2022-10/Living_Planet_Report_2022_Kurz_De.pdf

2) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biodiversite/publications/publications-biodiversite/liste-rouge-especes-menacees-poisson-cyclostomes.html>

3) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biodiversite/publications/publications-biodiversite/biodiversite-en-Suisse-etat-et-evolution.html>



Une truite fario dans le filet. // Eine Bachforelle im Netz (Foto: Stefan Wenger).

Wie geht es unseren Fischen?

Um 1880 wurden im Rhonetal noch 18 einheimische Fischarten gezählt. 1995 waren es nur noch deren acht. Mit Ausnahme von wenigen Stellen im Goms werden in der Rhone fast nur noch besetzte Forellen aus der Fischzucht gefangen. Stefan Wenger, Präsident des Vereins Fliegenfischen Oberwallis macht sich Gedanken zum Zustand unserer Gewässer und der Fische im Wallis. Sein Verein hat fünf Forderungen für die Fischerei der Zukunft aufgestellt, welche wir hier gerne vorstellen.

Stellt man sich die Erde so gross wie einen Basketball vor, ist der Anteil des Meerwassers im Verhältnis etwa so gross wie ein Tennisball und der Anteil des Süsswassers in Seen, Bächen und Flüssen nur noch etwa so gross wie ein Stecknadelkopf. Erstaunlicherweise leben aber im Süsswasser fast gleich viele Fischarten wie im Meerwasser, nämlich rund 15'000. Die Schweiz ist mit mehr als 120 verschiedenen Fischarten ein europäischer Hotspot. Manche Fischarten wurden durch verfeinerte genetische Methoden erst spät entdeckt, und gewisse Elritzen- und Felchen-Arten gibt es nur in der Schweiz. Diese Zahlen sagen aber wenig über den Zustand der Gewässer aus und täuschen sogar darüber hinweg, dass es den Fischen weltweit nicht gut geht. Leider wächst dieses Bewusstsein und die Sensibilität für Fische und andere Wasserlebewesen bei der breiten Bevölkerung nur sehr langsam. Wahrscheinlich liegt das daran, dass man Fische nur selten sieht, sie nicht hören und schon gar nicht anfassen und streicheln kann. Umso wichtiger ist es, dass Fischerinnen und Fischer den stummen Fischen ihre Stimme geben.

Im «Living Planet Report» 2022 des WWF¹ zeigten namhafte Wissenschaftler auf, dass die Süsswasser-Populationen zwischen 1970 und 2018 weltweit um 83% zurückgegangen sind. Wanderfische erlitten im gleichen Zeitraum gar einen Rückgang um 93%. Vereinfacht könnte man also sagen, dass im Stecknadelkopf Süsswasser in 50 Jahren 85% der Fische verschwunden sind! Zahlen die selbst einen hartgesottenen Fischer erschauern lassen.

Die Menschen wissen manchmal mehr über Fische oder andere Wasserlebewesen, je weiter sie weg sind. Zum Beispiel über das Schlachten von Walen auf den Faröer-Inseln, oder Fische, die wegen Plastik im Meer verenden. Aber Hand aufs Herz: Wer weiss schon, dass wir mit dem Konsum von Zuchtlachsen die letzten Wildlachsbestände bedrohen oder wie es den Fischen in der Schweiz oder gar im Wallis geht.

Gewässer sind am stärksten vom Biodiversitätsverlust betroffen

Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) publizierte 2022 die «Rote Liste der Fische und Rundmäuler»² und 2023 den Bericht «Biodiversität in der Schweiz»³. Für die Schweiz, die als Wasserschloss Europas gilt und sich gerne als Musterknabe in Sachen Umweltschutz rühmt, lieferten beide Berichte ernüchternde Zahlen. Vergleicht man verschiedene

Lebensräume, stellt man fest, dass die Gewässer am stärksten vom Biodiversitätsverlust betroffen sind. Bei den Fliessgewässern sind 55% der Lebensräume vom Verschwinden bedroht oder stark gefährdet und nur noch 10% gelten als nicht gefährdet. Betrachtet man die Biodiversität nach Artengruppen, stellt man grosse Verluste bei den Fischen, aber auch bei den Insekten fest, die wiederum Nahrung für die Fische sind. Rund drei Viertel der Fische in der Schweiz sind bereits ausgestorben, vom Aussterben bedroht oder gefährdet. Einst wurde den Adligen in Basel geraten, ihre Bediensteten nicht nur einseitig mit Lachs aus dem Rhein zu ernähren, heute gibt es dort keine Lachse mehr. Noch vor wenigen Jahren galt die Äschenpopulation im Rhein bei Schaffhausen als die bedeutendste in Europa. Von dieser grossen Population ist nach den Hitzesommern von 2003, 2015, 2018 und 2022 leider nicht mehr viel übriggeblieben.

Auch im wenig besiedelten, vielerorts noch recht beschaulichen Wallis mit seinen gletscherkalten Bächen haben die Fische grossen Stress. Obwohl die Gewässer im Wallis noch einigermaßen naturbelassen sind, setzen Sunk und Schwall (täglichen Abflussschwankungen, die durch den Betrieb von Speicherkraftwerken entstehen) und zu wenig Restwasser den Fischen zu. Unsachgemässe Stauseespülungen, wie jene im Frühjahr 2024 beim Stausee Les Toules, überleben die Fische nicht.

Alarmierende Situation im Wallis

Um 1880 wurden im Rhonetal noch 18 einheimische Fischarten gezählt. 1995 waren es nur noch deren acht. Darunter auch die Äsche, die wegen der Verschmutzung des Canal de Fully im Sommer 2024 im Wallis mittlerweile wohl als ausgestorben bezeichnet werden muss.

Mit Ausnahme von wenigen Stellen im Goms werden in der Rhone fast nur noch besetzte Forellen aus der Fischzucht gefangen. Meist handelt es sich dabei um Bachforellen, manchmal aber auch gebietsfremde Regenbogenforellen,

1) https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2022-10/Living_Planet_Report_2022_Kurz_De.pdf

2) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/biodiversitaet/publikationen-studien/publikationen/rote-liste-gefaehrdeten-arten-fische-rundmaeuler.html>

3) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/biodiversitaet/publikationen-studien/publikationen/biodiversitaet-schweiz-zustand-entwicklung.html>

par groupe d'espèces, on constate de grandes pertes non seulement chez les poissons, mais aussi chez les insectes, base de leur alimentation. Environ trois quarts des poissons de Suisse sont déjà éteints, en voie d'extinction ou menacés. Autrefois, on conseillait aux nobles de Bâle de ne pas nourrir leurs serviteurs uniquement avec du saumon du Rhin, mais aujourd'hui, il n'y a plus de saumons dans cette ville. Il y a quelques années encore, la population d'ombres du Rhin à Schaffhouse était considérée comme la plus importante d'Europe. Il n'en reste malheureusement plus grand-chose après les étés caniculaires de 2003, 2015, 2018 et 2022.

Situation catastrophique en Valais.

Même en Valais, région relativement peu peuplée et dotée de nombreux endroits retirés, avec ses torrents aux eaux froides, les poissons subissent un stress important. Même dans les cours d'eau latéraux encore plus ou moins naturels, les éclusées (variations quotidiennes de débit dues à l'exploitation des centrales à accumulation) et le manque de débit résiduel mettent les poissons à rude épreuve. Certains curages inappropriés des lacs de barrage, comme celui du lac des Toules au printemps 2024 ne laissent aucune chance aux poissons.

Autour de 1880, on comptait encore 18 espèces de poissons indigènes dans la vallée du Rhône. En 1995, il n'en restait plus que 8, dont l'ombre qui, en raison de la pollution du Canal de Fully en été 2024, doit sans doute être considéré comme désormais éteint en Valais. Dans le Rhône, à l'exception de quelques tronçons dans la vallée de Conches, on ne capture pratiquement plus que des truites d'élevage. Le plus souvent des truites fario, mais parfois des truites arc-en-ciel non indigènes, qui ne devraient en principe pas être relâchées

dans les cours d'eau. Si les cinq barrages sur le Rhône ne sont pas équipés de rampe à poissons d'ici 2030 comme le prévoit la loi⁴ et si la correction du Rhône continue au rythme actuel et sans les revitalisations nécessaires, cette situation risque malheureusement de perdurer longtemps.

Bien sûr, nous aussi, pêcheurs, pouvons largement contribuer à ce que les poissons, et en particulier les jeunes poissons, se portent mieux en Valais. En s'engageant pour la protection des poissons et la renaturation des cours d'eau, mais aussi en adaptant nos méthodes de pêche. Aujourd'hui, les appâts naturels sont toujours utilisés dans les eaux où le frai naturel ou les jeunes poissons sont présents. Ces appâts naturels sont avalés par les poissons et, avec eux, les hameçons qui les blessent. Les appâts ou les mouches artificiels constituent une alternative plus respectueuse des poissons. En effet, ceux-ci ne sont pas avalés, mais sont presque exclusivement happés au niveau de la bouche, ce qui permet de décrocher les jeunes poissons trop petits et de les remettre à l'eau sans les blesser.

Il semble bien que les valaisans et les valaisannes doivent encore apprendre que la protection contre les crues et des rivières adaptées aux changements climatiques ne passent pas par de nouveaux endiguements en dur. Et nous pêcheurs devons comprendre que l'effectif des poissons ne peut être assuré par des élevages et des lâchers, mais dépend en priorité de lits de rivières riches en structures naturelles et des méthodes de pêche.

Stefan Wenger

4) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/eaux/info-specialistes/mesures-pour-la-protection-des-eaux/renaturation-des-eaux/restauration-de-la-migration-des-poissons.html>

Futur de la gestion de la pêche en Valais

Résumé des demandes du Fliegenfischen Oberwallis:

Demande 1:	Abaissier le nombre de capture.
Actuel:	8 Salmonidés par jour / 300 Salmonidés par an.
Nouveau:	4 Salmonidés par jour / 50 Salmonidés par an.
Demande 2:	Augmenter la taille minimale.
Actuel:	Remise à l'eau des truites de moins de 24 cm.
Nouveau:	Remise à l'eau des truites de moins de 30 cm.
Demande 3:	Interdire les appâts naturels.
Actuel:	Il est possible, à de rares exceptions près, de pêcher avec des appâts naturels.
Nouveau:	A l'avenir les appâts naturels doivent être interdits dans toutes les eaux avec des jeunes lâchés ou issus de reproduction naturelle.
Demande 4:	Examen de compétence SaNa (Sachkundenachweis) pour tous.
Actuel:	Les détenteurs de patentes de courte durée n'ont pas besoin de formation.
Nouveau:	Formation pour tous les permis.
Demande 5:	Suppression des jours de trêve.
Actuel:	Le mardi et le vendredi sont des jours de trêve dans les ruisseaux, le Haut-Rhône et les canaux.
Nouveau:	Suppression des jours de protection sur tous les cours d'eau.

Papier stratégique
(en allemand):



die in Fliessgewässern eigentlich nicht ausgesetzt werden dürften. Wenn die Fischgängigkeit in den fünf Rhonewehren nicht wie gesetzlich vorgeschrieben bis 2030 saniert wird⁴ und die Rhonekorrektur weiter so schleppend und ohne die nötigen Revitalisierungen vorangeht, wird das leider noch lange so bleiben.

Natürlich können auch wir Fischerinnen und Fischer viel dazu beitragen, dass es den Fischen, vor allem den Jungfischen, im Wallis besser geht. Mit Engagement für Fische und Gewässer, aber auch durch die Anpassung unserer Fischereimethoden. Heute fischen wir in Gewässern mit Naturverlaichung oder Jungfischbesatz immer noch mit Naturködern. Diese werden von den Fischen geschluckt und mit den Ködern auch die Haken. Mit Kunstködern oder der künstlichen Fliegen hätten wir eine fischschonendere Alternative. Da künstliche Köder von den Fischen nicht geschluckt werden und die Fische fast ausschliesslich im Mundbereich gehakt werden, können Jungfische, die das Mindestmass noch nicht erreicht haben, viel leichter abgehakt und unverletzt ins Wasser zurückgesetzt werden.

Wahrscheinlich müssen wir Walliserinnen und Walliser noch lernen, dass Hochwasserschutz und klimafitte Gewässer nicht durch neue Verbauungen und Begradigungen entstehen, und



*Stefan Wenger à la pêche dans un ruisseau de montagne.
Stefan Wenger beim Fischen in einem Bergbach.*

wir Fischerinnen und Fischer, dass die Anzahl Fische nicht in erster Linie vom Besatz, sondern viel mehr von strukturreichen, naturnahen Gewässern und auch von unseren Fischereimethoden abhängen.

Stefan Wenger

4) <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/wasser/fachinformationen/massnahmen-zum-schutz-der-gewaesser/renaturierung-der-gewaesser/fischgaengigkeit.html>

Künftige Fischereibewirtschaftung im Wallis

Kurzfassung der Forderungen von Fliegenfischen Oberwallis:

- | | |
|--------------|---|
| Forderung 1: | Tiefere Fangzahlen. |
| Aktuell: | 8 Salmoniden pro Tag / 300 Salmoniden pro Jahr. |
| Neu: | 4 Salmoniden pro Tag / 50 Salmoniden pro Jahr. |
| Forderung 2: | Höhere Schonmasse. |
| Aktuell: | Forellen dürfen ab 24 cm Grösse entnommen werden. |
| Neu: | Forellen dürfen ab 30 cm Grösse entnommen werden. |
| Forderung 3: | Verbot von Naturködern. |
| Aktuell: | Heute darf mit wenigen Ausnahmen in allen Gewässern des Kantons mit Naturködern gefischt werden. |
| Neu: | Künftig sollen Naturköder in allen Salmoniden-Gewässern mit Jungfischbesatz und Naturverlaichung verboten werden. |
| Forderung 4: | Sachkundenachweis SaNa für alle. |
| Aktuell: | Bezüger von Kurzzeitpatenten brauchen keinen SaNa-Ausweis. |
| Neu: | Für alle Patente braucht es einen SaNa-Ausweis. |
| Forderung 5: | Aufhebung der Schontage. |
| Aktuell: | Dienstag und Freitag gelten als Schontage in Bächen, der oberen Rhone und den Kanälen. |
| Neu: | Die Schontage sollen in allen Gewässern aufgehoben werden.. |

Strategiepapier:



«Le Valais résiste aux changements dans la pratique de la pêche»

Agé de 62 ans, Stefan Wenger, de Naters, est connu pour son engagement et sa passion pour la pêche à la mouche. Il a présidé de 2007 à 2015 la Fédération cantonale valaisanne des pêcheurs amateurs (FCVPA), siège depuis 2014 en tant que vice-président au bureau directeur de la Fédération Suisse de Pêche (FSP) et préside depuis 2017 l'association pêche à la mouche du Haut-Valais. Il est également membre du Club des 111 pour la pêche. Il collabore enfin à la rédaction du journal «Petri Heil». En tant qu'intervenant dans plusieurs films documentaires sa notoriété dépasse les frontières du canton. Entretien.

Stefan, d'où tiens-tu ta motivation pour ton engagement en faveur des poissons et des eaux ?

Stefan: Depuis tout petit j'ai nagé dans les lacs alpins du Valais. J'étais attiré par l'eau, comme par magie, bien que je redoutais les grands serpents aquatiques et les tourbillons. A huit ans, j'accompagnais mon père pour pêcher mes premières truites arc-en-ciel dans le jeune Rhône. Et là j'ai été pris dans un tourbillon dont je ne suis jamais ressorti: la passion des rivières naturelles, des poissons et de la pêche.

Qu'est-ce qui te plaît tant dans la pêche à la mouche ?

Stefan: Clairement le lien étroit avec la nature. Planté au milieu de la rivière, je ressens le froid, la chaleur, le vent, la force du courant, le grondement de l'eau. Je peux alors me déconnecter totalement et je retrouve mes forces et de l'inspiration. Cela correspond à un proverbe : «Celui qui voit le ciel dans l'eau, peut voir des poissons dans les arbres.» Pour le reste, la pêche à la mouche et le plus bel art de la pêche.

En quoi la pêche à la mouche est-elle particulièrement respectueuse des poissons ?

Stefan: La pêche à la mouche se pratique avec de très petites mouches artificielles et sans barbillon. Contrairement à la pêche aux appâts naturels, le poisson n'avale pas la mouche, mais l'aspire à la surface de l'eau et la recrache immédiatement car elle est artificielle. Le pêcheur doit être très concentré pour profiter de ce court laps de temps pour tendre l'hameçon en soulevant la canne. Ainsi les poissons ne sont accrochés qu'au niveau de la bouche de sorte que les jeunes ou les reproducteurs de valeur peuvent être remis à l'eau indemnes.

Si tu en avais le pouvoir, que changerais-tu à la pratique de la pêche en Valais ?

Stefan: J'aimerais qu'un plus grand nombre de pêcheurs prêtent leur voix aux poissons muets pour que les valaisannes et les valaisans prennent conscience de la dégradation avancée de nos rivières et à quel point nos poissons sont menacés. Au-delà, nous pêcheurs devrions changer nos pratiques.

Que faudrait-il modifier ?

Stefan: Notre canton manque de données sur la faune piscicole. Le nombre de prises et les données sur les empois-

sonnements ne sont pas suffisants pour gérer efficacement nos eaux. Je rêve depuis longtemps à une app de pêche, telle qu'utilisée aux Grisons, qui permet aux pêcheurs d'introduire des informations détaillées (date, heure, durée de pêche, localisation exacte, espèce de poissons, taille, poissons pris ou remis à l'eau, qualité de l'eau).

Ainsi le canton disposerait de données plus détaillées mais bon marché. J'attends aussi un changement de mentalité de la part des pêcheurs et des autorités. Le nombre de capture et la dimension minimale devraient être adaptées aux différentes situations. Et les appâts naturels devraient être interdits, au moins dans les eaux avec repeuplement en jeunes poissons.

Fliegenfischen Oberwallis a adressé dès 2022 déjà une feuille de route intitulée «Future gestion de la pêche VS» au SCPF et à la FCVPA comme base de discussion (voir page 11). Nous y proposons la constitution d'un groupe d'experts pour débattre une fois par an et pour définir une stratégie.

Comment cette démarche a-t-elle été reçue ?

Stefan: Nous avons vite compris à quelle résistance, particulièrement à l'encontre d'une formation de tous les pêcheurs en matière de connaissance piscicole et de protection des animaux, nous devons nous attendre. Par contre on nous a répondu qu'une app de pêche est à l'étude. Mais cela fait déjà deux ans que nous attendons sans nouvelles.

Vous êtes donc déçus ?

Stefan: Pas de la résistance au changement. Notre désir est d'ouvrir le débat. Mais il est vraiment souhaitable de disposer d'un groupe officiel d'experts pour débattre avec des pêcheurs engagés de différents thèmes en rapport avec la pêche.

Grand merci pour cet entretien.



«Es gibt es viel Widerstand gegenüber Änderungen in der Fischerei»

Der 62-jährige Natischer Stefan Wenger ist bekannt als engagierter und leidenschaftlicher Fliegenfischer. Er war von 2007 bis 2015 Präsident beim Walliser Kantonalen Sportfischer-Verband WKSfV, ist seit 2014 Vizepräsident beim Schweizerischen Fischerei-Verband SFV und seit 2017 Präsident des Vereins Fliegenfischen Oberwallis. Er ist auch Mitglied beim Iller-Club Fischerei, sowie redaktioneller Mitarbeiter der Zeitschrift Petri Heil. Als Protagonist in verschiedenen Dokumentarfilmen wurde er über die Kantonsgrenzen hinaus bekannt. Unsere Geschäftsleiterin Sonja Oesch hat mit Stefan Wenger gesprochen.

Stefan, du engagierst dich sehr für Gewässer und Fische. Woher kommt deine Motivation?

Stefan: Schon als kleiner Junge schwamm ich sehr gerne in Walliser Bergseen. Ich fühlte mich vom Wasser magisch angezogen, obwohl ich mich noch vor grossen Wasserschlangen und Strudeln fürchtete. Mit acht Jahren fischte ich mit meinem Vater die erste Bachforelle aus der jungen Rhone. Und da geriet ich in einen Strudel, der mich bis heute nicht mehr losliess: Die Begeisterung für naturnahe Gewässer, Fische und Fliegenfischerei.

Was gefällt dir besonders an der Fliegenfischerei?

Stefan: Ganz klar die enge Verbundenheit mit der Natur. Im Wasser stehend spüre ich Kälte, Hitze, Wind, Strömung, höre das Rauschen des Wassers, kann völlig abschalten und gewinne neue Kraft und Inspiration. Dazu gibt es ein passendes Sprichwort: «Wer den Himmel im Wasser sieht, kann Fische auf den Bäumen sehen.» Ausserdem ist das Fliegenfischen wohl die schonendste Art der Fischerei.

Warum gilt Fliegenfischen als besonders schonend?

Stefan: Beim Fliegenfischen wird mit sehr kleinen künstlichen Fliegen und ohne Widerhaken gefischt. Im Gegensatz zum Fischen mit natürlichen Ködern schluckt der Fisch die Fliege nicht, sondern schlürft sie von der Wasseroberfläche und spuckt sie gleich wieder aus, weil sie künstlich ist. Nur wenn der Fischer sehr konzentriert ist, kann er in dieser kurzen Zeit den Haken durch Anheben der Rute setzen. So werden die Fische nur im Mundbereich gehakt. Jungfische oder wertvolle Laichfische können unverletzt ins Wasser zurückgesetzt werden.

Wärst du König im Wallis, was würdest du dir für die Fischerei am meisten wünschen?

Stefan: Ich würde mir sehr wünschen, dass noch mehr Fischer den bedrohten, stummen Fischen ihre Stimme geben würden, dass wir Walliserinnen und Walliser uns bewusst werden, wie sehr unsere Gewässer beeinträchtigt und wie stark die Fische bedroht sind. Und wir Fischer müssten dringend auch die Fischerei ändern.

Welche Änderungen würdest du vorschlagen?

Stefan: Der Kanton Wallis verfügt nur über wenige Daten zur Fischerei. Fangzahlen und Besatzzahlen allein sind nicht aus-

sagekräftig genug, um Gewässer effizient zu bewirtschaften. Ich wünsche mir deshalb schon lange eine Fischerei-App, ähnlich derjenigen des Kantons Graubünden, in welcher der Fischer in einem viel feineren Gewässerraster viel mehr Informationen einträgt (Datum, Zeit, Dauer des Fischens, genauer Standort, Fischart, Grösse, Fisch behalten oder zurückgesetzt, Gewässergüte usw.). Damit hätte der Kanton aussagekräftigere und auch noch günstigere Daten zur Verfügung. Zudem wünschte ich mir auch ein Umdenken bei Fischern und Behörden. Fangmengen und Fangmindestmasse müssten auf die Gewässer abgestimmt sein und Naturköder müssten zumindest in Gewässern mit Jungfischbesatz verboten werden.

Fliegenfischen Oberwallis hat dazu bereits 2022 ein Strategiepapier mit dem Namen «Künftige Fischereibewirtschaftung VS» bei der Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere (DJFW) und beim Walliser Kantonalen Sportfischer-Verband (WKSfV) zur Diskussion eingereicht (siehe Seite 11). Darin haben wir auch vorgeschlagen, eine Experten-Gruppe zu etablieren, die sich mindestens einmal im Jahr zum Austausch und zur Festlegung von Strategien trifft.

Wie wurden diese Forderungen aufgenommen?

Stefan: Wir spürten rasch, dass gegen solche Änderungen noch viel Widerstand besteht, insbesondere, was den Sachkundenachweis (Fischerei- und Tierschutzausbildung) für alle betrifft. Uns wurde zwar gesagt, dass die Fischerei-App in Planung ist. Nach mehr als zwei Jahren wissen wir aber immer noch nicht, wie der Stand ist.

Seid ihr enttäuscht?

Stefan: Nicht in erster Linie vom Widerstand gegen Änderungen. Mit unserem Strategiepapier wollten wir genau diese Diskussion anregen. Es wäre aber sehr gut, wenn es im Wallis eine Expertengruppe gäbe, die sich regelmässig trifft und diese und andere Fischereithemen aufnimmt und zusammen mit engagierten Fischern weiter diskutiert.

Vielen Dank für das Interview!

Dangers sauvages et dangers urbains

Si le loup, le requin, les araignées et les serpents concentrent toutes les peurs, les animaux sauvages sont d'ordinaire moins dangereux pour l'homme qu'on le croit, et les animaux agressifs envers l'homme sont souvent moins sauvages qu'on l'imagine. Tour d'horizon sur la question des chiens dangereux en Valais, et déductions pour la gestion du loup.

La plupart des Valaisannes et des Valaisans ont pleinement conscience des risques et des dangers d'une morsure de vipère ou d'une piqûre de frelon ainsi que des maladies graves que peuvent transmettre les tiques. Même les animaux sauvages exotiques, veuves noires et autres méduses, sont connus pour être redoutés. Dans l'inconscient collectif, c'est le requin et le loup qui concentrent toutes les peurs. Les animaux de compagnie et les animaux domestiques quant à eux sont plus facilement adorés et chouchoutés, certainement car le lien entre l'humain et ces animaux est toujours existant, ce qui n'est plus le cas pour les animaux sauvages qui sont moins bien connus. La réalité du Valais nous montre que, malgré les craintes et présupposés, ce ne sont pas forcément les animaux sauvages les plus dangereux pour l'homme.

Bientôt 30'000 chiens en Valais?

Le 5 mai 2022 Radio Rhône titrait: Les attaques de chiens ont explosé en 2021! En effet, en 2021 en Valais, 229 personnes ont été agressées par un chien. Une hausse de 30% en un an. En comparaison, on compte une diminution des morsures de serpents venimeux en Suisse. En 2021, la RTS relatait 48 cas de morsures de serpents sur des personnes en Suisse, contre 53 en 2020. 43 morsures sont le fait d'espèces indigènes vivant en liberté. Aucune information sur les morsures de serpents n'a été trouvée pour le canton du Valais. Tant pour les attaques de chiens que pour celles de serpents, heureusement, aucune morsure n'a été fatale, mais elles peuvent provoquer de graves symptômes. En 2022 et 2023, la hausse des morsures de chiens sur des humains continue en Valais: 307 personnes mordues en 2022 et 314 en 2023 (rapport annuel 2023 du SCAV). Cet été, le Nouvelliste relatait la triste histoire d'une petite fille de 5 ans qui a été mordue par un malinois à Géronde. Si elle s'en sort avec des points de suture, le choc psychologique est important.

Selon le vétérinaire cantonal Eric Kirchmeier interviewé par Radio Rhône en 2021, la hausse des faits signalés serait le fruit d'un changement de mentalité. De nos jours, la population n'hésite plus à dénoncer les cas aux autorités. «Il y a une évolution de la société. Nous n'acceptons plus, et c'est très bien ainsi, les cas d'agressions... Que ce soit votre animal qui se fait mordre par un autre chien, ou que vous soyez vous-même victime d'un chien errant, cela est tout de suite signalé». Cette hausse du nombre de morsures peut cependant également être mise en perspective avec le nombre croissant de chiens dans notre canton. En 2023, le Canton

publiait un rapport «Toujours plus de chiens en Valais - et aussi plus d'agressions et de morsures?» qui statue le fait que le nombre de chiens vivant en Valais a presque doublé depuis 2007. Etat fin novembre 2023, 26'791 chiens vivent dans le canton du Valais. Cela signifie qu'un Valaisan sur 13 possède un chien. Dans le rapport, Eric Kirchmeier conclut: «De manière générale, les annonces d'incidents sont malheureusement en constante augmentation depuis 2019».

En politique, on réagit. Des députés des Verts, du Centre et du PLR s'associent et déposent le 15 décembre 2023 une motion intitulée «Hausse des morsures de chiens en Valais: il faut agir!». La motion demande au Conseil d'Etat de procéder à une adaptation du chapitre 4 de la loi cantonale d'application de la Loi fédérale sur la protection des animaux (LALPA). Cette modification doit permettre de renforcer les exigences liées à la formation des détenteurs et au contrôle des chiens, et de conduire à une augmentation de la sécurité de la population. En juin 2024, le Parlement valaisan adopte la motion, et actuellement, la réponse du Conseil d'Etat est encore en suspens.

Deux poids, deux mesures

Cependant, rares sont les chiens euthanasiés en Valais pour cause de morsures. «C'est la mesure ultime», explique Eric Kirchmeier à Radio Rhône en 2021. «Après une attaque, nous avons parfois des victimes qui demandent la mise à mort de



Vipère aspic: Depuis 1961, en Suisse il n'y a eu qu'un seul accident mortel. Sur 103 cas de morsures enregistrés entre 1983 et 1995, seuls 14 ont entraîné des complications.

Aspisvipere: Seit 1961 gab es in der Schweiz nur einen tödlichen Unfall. Von 103 registrierten Bissfällen zwischen 1983 und 1995 waren nur 14 mit Komplikationen verbunden.

Gefahren in der Wildbahn und urbane Gefahren

Auch wenn viele Menschen Angst vor Wölfen, Haien, Spinnen und Schlangen haben, sind wilde Tiere für den Menschen in der Regel weniger gefährlich, als man denkt. Dafür sind Tiere, die Menschen gegenüber aggressiv sind, oft weniger wild, als gedacht. Ein Überblick über die Thematik der gefährlichen Hunde im Wallis und Rückschlüsse für den Umgang mit dem Wolf.

Die meisten Walliserinnen und Walliser sind sich der Risiken und Gefahren eines Vipernbisses oder Hornissenstichs sowie der schweren Krankheiten, die von Zecken übertragen werden können, durchaus bewusst. Auch exotische Wildtiere wie beispielsweise die Schwarze Witwe oder Quallen sind gefürchtet. Im kollektiven Unterbewusstsein sind es Haie und Wölfe, auf die sich alle Ängste konzentrieren. Haus- und Heimtiere hingegen werden eher verehrt und gehätschelt, was sicherlich daran liegt, dass es hier eine Verbindung zwischen Mensch und Tier gibt, während dies bei wilden Tieren nicht mehr der Fall ist, da sie weniger bekannt sind. Die Realität im Wallis zeigt, dass es trotz aller Ängste und Vorbehalte nicht unbedingt die wilden Tiere sind, die für den Menschen am gefährlichsten sind.

Bald 30'000 Hunde im Wallis?

Am 5. Mai 2022 berichtete Radio Rhône FM: Hundeangriffe sind im Jahr 2021 explosionsartig angestiegen! Tatsächlich wurden im Jahr 2021 im Wallis 229 Personen von einem Hund gebissen. Das ist ein Anstieg von 30% innerhalb eines Jahres. Im Vergleich dazu sind die Bisse von Giftschlangen in der Schweiz zurückgegangen. Im Jahr 2021 gab es gemäss dem Westschweizer Fernsehen RTS 48 Fälle von Schlangenbissen an Menschen in der Schweiz, im Jahr 2020 waren es deren 53, davon 43 Bisse von einheimischen, freilebenden Arten verursacht. Aus dem Wallis konnten keine Informationen über Schlangenbisse gefunden werden. Sowohl bei den Hunde- als auch bei den Schlangenangriffen kam es glücklicherweise zu keinem tödlichen Zwischenfall, aber Bisse können schwere Folgen haben. In den Jahren 2022 und 2023 setzte sich der Anstieg der Hundebisse auf Menschen im Wallis fort: 307 gebissene Personen im Jahr 2022 und 314 im Jahr 2023 (Jahresbericht der Dienststelle für Verbraucherschutz und Veterinärwesen SCAV). Diesen Sommer berichtete der Nouvelliste über die traurige Geschichte eines fünfjährigen Mädchens, das in Gêronde von einem Malinois (eine Variante des belgischen Schäferhundes) gebissen wurde. Zwar kam sie mit einigen Wunden davon, doch der psychologische Schock war gross.

Laut Kantonstierarzt Eric Kirchmeier, der 2021 von Radio Rhône FM interviewt wurde, sei der Anstieg der gemeldeten Vorfälle auf einen Mentalitätswandel zurückzuführen. Heutzutage zögere die Bevölkerung nicht mehr, Fälle bei den Behörden anzuzeigen. «Es gibt einen Wandel in der Gesellschaft. Wir akzeptieren keine aggressiven Hunden mehr, und das ist gut so... Ob ein Haustier von einem anderen Hund gebissen wird oder ein Mensch Opfer eines streunenden



@ Wikipedia, R. Altenkamp, Berlin

Frelon (Vespa crabro): Le risque pour les humains est beaucoup moins important qu'on ne le pensait.

Hornisse (Vespa crabro): Die Gefährdung für Menschen ist viel weniger gross als angenommen.

Hundes wird, es wird sofort gemeldet». Dieser Anstieg der Bissverletzungen kann aber auch im Zusammenhang mit der steigenden Anzahl von Hunden in unserem Kanton interpretiert werden. 2023 veröffentlichte der Kanton einen Bericht «Toujours plus de chiens en Valais – et aussi plus d'agressions et de morsures?» (Immer mehr Hunde im Wallis – und auch mehr Aggressionen und Bisse?). Im Bericht wird festgehalten, dass sich die Anzahl der im Wallis lebenden Hunde seit 2007 fast verdoppelt hat. Stand Ende November 2023 lebten 26'791 Hunde im Kanton. Das bedeutet, dass eine:r von 13 Walliser:innen einen Hund besitzt. Im Bericht kommt Eric Kirchmeier zum Schluss: «Im Allgemeinen nehmen die Meldungen von Vorfällen seit 2019 leider stetig zu.»

Die Politik reagierte. Grossräte der Grünen, der Mitte und der FDP schlossen sich zusammen und reichten am 15. Dezember 2023 eine Motion mit dem Titel «Anstieg der Hundebisse im Wallis: Es muss gehandelt werden!» ein. Die Motion fordert den Staatsrat auf, eine Anpassung des Kapitels 4 des kantonalen Ausführungsgesetzes zum eidgenössischen Tierschutzgesetz vorzunehmen. Diese Änderung soll die Anforderungen an die Ausbildung von Hundehalter:innen und die Hundekontrolle verschärfen und zu einer Erhöhung der Sicherheit der Bevölkerung führen. Im Juni 2024 nahm das Walliser Parlament die Motion an, derzeit ist die Antwort des Staatsrats noch ausstehend.

l'animal. C'est compréhensible. Mais on ne peut pas ordonner l'euthanasie comme cela, sur une base émotionnelle. Il faut des arguments solides. Cela passe par l'évaluation d'un professionnel qui nous dit que le chien est vraiment dangereux, que le pronostic par rapport à une éventuelle thérapie comportementale est très défavorable». Le parallèle de la gestion cantonale des chiens agressifs avec celle de leurs cousins sauvages les loups est ici inévitable. En résumé en Valais, on tire les loups qui tuent trop de moutons, mais on n'euthanasierait pas les chiens qui causent des dommages psychologiques à long terme sur une fillette de 5 ans... La gestion des chiens agressifs en Valais se base sur un concept intéressant: Elle fait fi du débat émotionnel pour permettre une réflexion factuelle. C'est ici la louable manière de faire du vétérinaire cantonal. Ce style de gestion plus factuelle devrait également s'étendre à la gestion du loup dans notre canton. Via la Conférence pour la forêt, la faune et le paysage (CFP), les cantons soutiennent déjà dans leur papier de position de 2018 une gestion factuelle des grands prédateurs: «La présence des grands prédateurs doit être prise en considération

dans la planification cynégétique. (...). Les grands prédateurs comme le lynx ou le loup influencent par leur présence la distribution spatiale et l'effectif des ongulés sauvages. Ils exercent donc indirectement une influence positive sur la régénération de la forêt. Des conflits d'utilisation avec les chasseurs apparaissent surtout lorsqu'une forte densité de grands prédateurs est présente dans une région et que les populations d'ongulés sauvages pouvant être chassés diminuent fortement. (...) La CFP accepte les grands prédateurs que sont le lynx et le loup comme faisant partie d'un milieu naturel intact. Afin de garantir une exploitation cynégétique équilibrée des ongulés sauvages, les populations de grands prédateurs peuvent être régulées, dans la mesure où les conditions formulées dans les plans les concernant sont données et où l'influence du gibier sur le rajeunissement de la forêt est supportable.». La CFP l'a bien compris, pour une gestion factuelle du loup, le rôle du grand prédateur dans son environnement naturel doit être considéré, et non uniquement le nombre de moutons tués.

Clémence Dirac Ramohavelo

Le Festival du film vert 20^{ème} anniversaire à Sion

20 ans déjà que le Festival du Film Vert permet à un public de plus en plus nombreux de s'informer et d'échanger autour des thèmes de l'Environnement et de la Nature. La cérémonie d'ouverture de cet anniversaire se déroulera à Sion le samedi 8 mars, avec notamment la projection du film d'animation *Sauvages*, de Claude Barras. Le réalisateur a déjà annoncé son intérêt à être présent ce jour-là. Les projections se poursuivront durant la semaine du 10 mars dans les cinémas de Sion, et au cours des semaines suivantes en Suisse romande, jusqu'au 13 avril.



Le Festival se déroule sur différents sites, qui présentent des documentaires, des films d'animation ou de fiction, avec un film commun pour les différents lieux. Il se veut un espace où le public peut s'informer, s'interroger et réfléchir aux questions posées par nos modes de vie consuméristes et découvrir des solutions. Événement à la fois culturel et environnemental, le Festival du Film Vert contribue à la prise de conscience de la nécessité de protéger notre environnement.

Le film documentaire ou de fiction est un outil particulièrement efficace pour appréhender un sujet, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la disparition de la biodiversité, de la pollution, de notre alimentation ou de questions plus pointues comme l'accaparement des terres ou encore les liens entre crises financières et environnement. Le but du Festival est de proposer des films de qualité, équilibrés, basés sur des réflexions et des recherches journalistiques sérieuses. La plupart des séances sont suivies d'échanges avec le public, de nombreux réalisateurs, spécialistes et autres personnalités étant invitées à prendre la parole pour répondre aux questions et encourager le public à entreprendre des actions concrètes en faveur de l'environnement.

La particularité du Festival du Film Vert est d'être multi-sites et décentralisé: il serait absurde d'encourager le public à faire un long trajet en voiture pour voir un film sur le réchauffement climatique, par exemple. Depuis sa création à Orbe (VD) en 2006, le nombre de lieux accueillant des projections augmente régulièrement.

20^{ème} anniversaire à Sion

En 2025, le Festival fête ses 20 ans d'existence, ce qui en fait une année spéciale. La ville de Sion a été choisie pour l'inaugurer. Cette année sera donc particulière pour Sion, puisque c'est là qu'aura lieu la journée d'ouverture de l'ensemble du Festival: la capitale valaisanne sera au centre de la centaine de sites qui l'accueilleront aux mois de mars et avril. L'ensemble du programme sera dévoilé au début février. Mais on peut d'ores et déjà annoncer que quelques films supplémentaires seront projetés, et qu'un concours de vidéos des élèves de l'Ecole de culture générale à Sion est en préparation. Pour toutes ces raisons, le Comité du Festival du film vert de Sion vous invite à venir nombreux aux différentes projections.

Unterschiedliche Massnahmen

Allerdings werden im Wallis nur wenige Hunde aufgrund von Bissverletzungen eingeschläfert. «Das ist die ultimative Massnahme», erklärte Eric Kirchmeier gegenüber Radio Rhône FM. «Nach einem Angriff haben wir manchmal Bissopfer, die darum bitten, dass das Tier getötet wird. Das ist verständlich. Aber man kann die Einschläferung nicht einfach so auf emotionaler Basis anordnen. Es müssen stichhaltige Argumente vorliegen. Dabei wird die Einschätzung einer Fachperson beigezogen, um abzuklären, ob der Hund wirklich gefährlich ist und wie die Prognose in Bezug auf eine mögliche Verhaltensänderung ist». Die Parallelen zwischen dem kantonalen Umgang mit aggressiven Hunden und dem Umgang mit ihren wilden Verwandten, den Wölfen, sind hier unvermeidlich. Kurz gesagt, im Wallis werden Wölfe, die zu viele Schafe reissen, erschossen, aber Hunde, die einem fünfjährigen Mädchen langfristige psychologische Schäden zufügen, werden nicht eingeschläfert... Der Umgang mit aggressiven Hunden im Wallis basiert auf einem interessanten Konzept: Es ignoriert die emotionale Debatte, um sachliche Überlegungen zu ermöglichen. Dies ist hier die lobenswerte Vorgehensweise des Kantonstierarztes. Dieser sachlichere Managementstil sollte auch auf den Umgang mit dem Wolf

ausgeweitet werden. Über die Konferenz für Wald, Wildtiere und Landschaft (KWL) forderten die Kantone bereits in ihrem Positionspapier von 2018 einen faktenbasierten Umgang mit Grossraubtieren: «Dabei ist die Präsenz von Grossraubtieren in der Jagdplanung zu berücksichtigen. (...) Grossraubtiere wie Luchs oder Wolf beeinflussen durch ihre Präsenz die räumliche Verteilung und den Bestand des Schalenwilds. Dadurch haben sie indirekt vorwiegend positive Auswirkungen auf die Waldverjüngung. Einerseits gibt es Nutzungskonflikte mit der Jägerschaft vor allem dann, wenn die Grossraubtiere regional in hohen Dichten vorkommen und die Bestände der jagdbaren Schalenwildarten stark vermindern. (...) Die KWL akzeptiert die Grossraubtiere Luchs und Wolf als Teil eines intakten Lebensraumes. Um eine angemessene jagdliche Nutzung der Schalenwildtierarten zu gewährleisten, kann eine Regulierung der Bestände von Grossraubtieren erfolgen, sofern die Voraussetzungen gemäss den entsprechenden Konzepten gegeben sind und sich der Einfluss des Wildes auf die Waldverjüngung in einem tragbaren Mass bewegt.» Die KWL hat es verstanden: Für ein faktenbasiertes Wolfsmanagement muss die Rolle des Grossraubtieres in seiner natürlichen Umgebung betrachtet werden und nicht nur die Anzahl der gerissenen Schafe.

Clémence Dirac

Les statistiques sur les morsures de chien le prouvent: La disparition des facteurs augmente!

«Fais la queue!!!»

«Avant la réforme postale, il y avait déjà quelque chose à mordre bien avant 12 heures!»

«Quoi? tu plaisantes!»



© Mit Erlaubnis des Autors Silvan Wegmann / avec la permission de l'auteur Silvan Wegmann.

20-Jahr-Jubiläum des «Festival du film vert» in Sion

Bereits seit 20 Jahren ermöglicht das Festival du film vert einem immer zahlreicheren Publikum, sich über die Themen Umwelt und Natur zu informieren und sich darüber auszutauschen. Die Eröffnungsfeier zu diesem Jubiläum findet am Samstag, 8. März 2025 in Sitten statt, wo unter anderem der Animationsfilm *Sauvages* von Claude Barras gezeigt wird. Der Regisseur hat bereits sein Interesse angekündigt, an diesem Tag anwesend zu sein. Die Vorführungen werden in der Woche vom 10. März in den Kinos von Sitten und in den darauffolgenden Wochen, bis zum 13. April in der Westschweiz fortgesetzt.

Das Programm wird Anfang Februar 2025 bekannt gegeben. Es kann aber schon jetzt gesagt werden, dass einige zusätzliche Filme gezeigt werden und dass ein Videowettbewerb der Schüler:innen der «Ecole de culture générale von Sion» in Vorbereitung ist. Das Komitee des «Festival du film vert» lädt Sie ein, zahlreich zu den verschiedenen Vorführungen zu kommen.

19^e journées internationales d'observation du Gypaète barbu

Les 19^e journées internationales d'observation du Gypaète barbu, qui ont eu lieu du 12 au 19 octobre 2024, ont rencontré un succès sans précédent en Suisse occidentale (Valais, Vaud et Fribourg). Contrairement aux deux dernières années, les conditions météorologiques étaient propices à l'observation des rapaces sur la majeure partie de la région. Au total, ce sont au moins 46 Gypaètes différents qui ont pu être observés lors de la journée focale du 12 octobre.

Les Journées Internationales d'Observation du Gypaète barbu (JIOG) ont pour objectif principal l'estimation de la taille de la population alpine de Gypaètes barbus (*Gypaetus barbatus*). A une échelle régionale, elles permettent de faire le point sur le comportement des couples nicheurs connus, ainsi que de prospector les secteurs où de nouveaux couples semblent s'installer. La 19^e édition de ces journées a eu lieu entre le 12 et le 19 octobre 2024, avec comme journée focale le 12 octobre. Cette dernière rassemble des centaines de bénévoles et de spécialistes répartis en de nombreux postes d'observation dans l'ensemble de l'Arc alpin afin d'observer un maximum d'individus. Ce sont les observations effectuées lors de cette journée focale qui

sont utilisées pour estimer la taille de la population. Les observations réalisées durant la semaine suivante peuvent apporter des informations complémentaires précieuses sur la situation à une échelle plus locale, notamment lorsqu'elles concernent des individus ou couples qui n'ont pas pu être observés lors de la journée focale.

En Suisse occidentale au total, 75 personnes réparties sur 56 postes intensifs ont participé à la journée focale le 12 octobre (Figure 1). Deux postes supplémentaires étaient prévus, mais n'ont malheureusement pas pu être tenus. En tout, 71 observations de Gypaètes ont été effectuées depuis 35 postes, soit sur un peu moins de deux tiers des postes (62.5 %). En

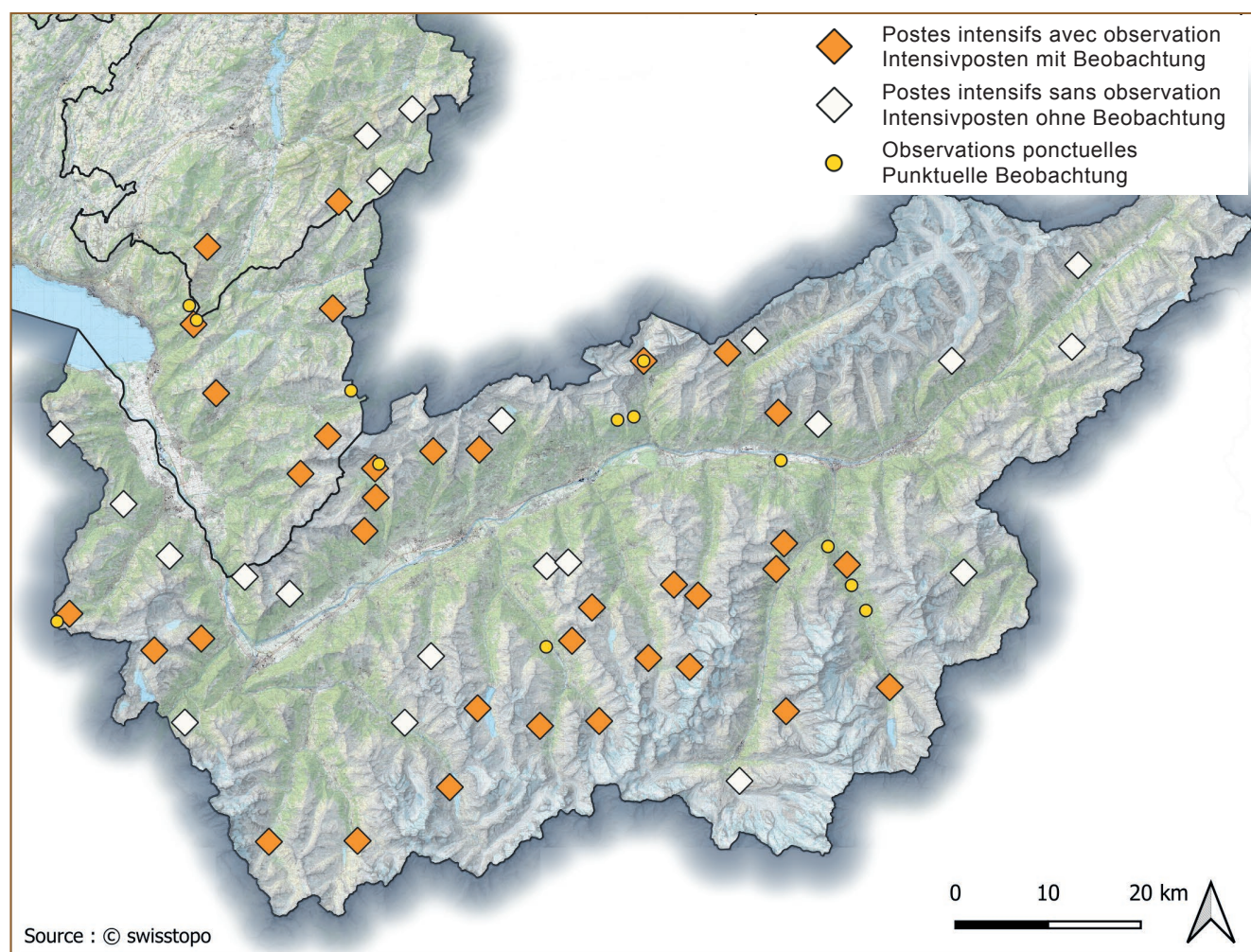


Fig. 1: Répartition des postes intensifs et des observations de Gypaètes barbus lors de la journée focale du 12 octobre 2024.

Abb. 1: Verteilung der Intensivposten und der Bartgeierbeobachtungen während des Fokustags am 12. Oktober 2024.

19. Internationalen Bartgeier-Beobachtungstage

Die 19. Internationalen Bartgeier-Beobachtungstage vom 12. bis 19. Oktober 2024 waren in der Westschweiz (Wallis, Waadt und Freiburg) ein voller Erfolg. Im Gegensatz zu den letzten beiden Jahren waren die Wetterbedingungen in weiten Teilen günstig für die Beobachtung der Greifvögel. Insgesamt konnten am Fokustag am 12. Oktober mindestens 46 verschiedene Bartgeier beobachtet werden.

Das Hauptziel der Internationalen Bartgeier-Beobachtungstage ist es, die Grösse der alpinen Bartgeierpopulation zu schätzen. Auf regionaler Ebene ermöglichen sie es, den Zustand der bekannten Brutpaare zu beurteilen und Gebiete abzusuchen, in denen sich neue Paare anzusiedeln scheinen. Die 19. Ausgabe fand zwischen dem 12. und 19. Oktober 2024 statt, wobei der 12. Oktober der Fokustag war. An diesem kommen Hunderte von Freiwilligen und Spezialisten zusammen, die an zahlreichen Beobachtungsposten im gesamten Alpenraum verteilt sind, um möglichst viele Individuen zu beobachten. Die Beobachtungen an diesem Fokustag werden zur Schätzung der Populationsgrösse herangezogen. Die Beobachtungen in der folgenden Woche können wertvolle zusätzliche Informationen über die Situation auf lokaler Ebene liefern, insbesondere wenn sie Individuen oder Paare betreffen, die am Fokustag nicht beobachtet werden konnten. In der Westschweiz nahmen am Fokustag insgesamt 75 Personen an 56 Standorten

teil (Abbildung 1). Insgesamt wurden von 35 Posten aus 71 Bartgeier (*Gypaetus barbatus*) beobachtet. Zusätzlich zu den Beobachtungen von diesen Posten wurden 13 punktuelle Beobachtungen auf ornitho.ch oder über das Online-Formular der Stiftung Pro Bartgeier gemeldet (www.bartgeier.ch).

Basierend auf den Beobachtungen während des Fokustages konnten zwischen 46 und 60 Bartgeier beobachtet werden (Tabelle 1). Zusammen mit den bekannten Informationen über die Individuen, die anwesend sein sollten (insbesondere territoriale Paare), liegt die Schätzung der Anzahl Bartgeier, die im Untersuchungsgebiet anwesend sind, zwischen 49 und 74. Von den bekannten brütenden und territorialen Individuen wurden nur drei nicht mit Sicherheit beobachtet (Paar vom Simplon und Weibchen von Zermatt). Die Mehrheit der territorialen Individuen wurde somit wahrscheinlich gesehen. Die Beobachtungen in der darauffolgenden Woche brachten daher keine zusätzlichen Informationen zum Fokustag.

Tab. 1: Estimation du nombre de Gypaètes en Suisse occidentale basée sur les observations du 12 octobre 2024.

Tab. 1: Geschätzte Anzahl Bartgeier in der Westschweiz basierend auf den Beobachtungen vom 12. Oktober 2024.

Anzahl Décompte	Adulte (≥ 6. Jahr) (≥ 6 ^e année)	Subadulte (4. oder 5. Jahr) (4 ^e ou 5 ^e année)	Immature (2. oder 3. Jahr) (2 ^e ou 3 ^e année)	Juvenile (1. Jahr) (1 ^e année)	Unbest. Alter Age indéterminé	Total
Minimum	30	4	6	3	3	46
Maximum	39	5	6	4	6	60

Tab. 2: Individus munis d'une balise GPS présents dans notre région lors de la journée focale.

Tab. 2: Individuen mit einem GPS-Sender, die sich am Fokustag in unserer Region aufhielten.

Bartgeier Gypaète	Geschlecht Sexe	Geburtsjahr Année de naissance	Ort der Freilassung oder Geburt / Lieu de relâcher ou naissance	Lokalisierung während des Fokustages Localisation durant la journée focale	Beobachtung am 12.10.2024 Observation le 12.10.2024
Aurora	♀	2024	Melchsee-Frutt (CH)	Combe des Audannes (abends / soir)	nein / non
Cierzo	♂	2016	Melchsee-Frutt (CH)	Dixence – Tseuzier – Evolène	ja / oui
Finja	♀	2018	Melchsee-Frutt (CH)	Leukerbad – Lötschental – Tseuzier	nein / non
Fredueli	♂	2018	Melchsee-Frutt (CH)	Gondo	nein / non
Gaia	♀	2024	Melchsee-Frutt (CH)	Sanetsch	ja / oui
Gregoria-Jordan	♂	2020	Kandersteg (BE)	Champéry	nein / non
Luzerna	♀	2020	Melchsee-Frutt (CH)	Turtmantal	ja / oui
Sixt Buet	♀	2019	Sixt Fiz (F)	Anniviers - Evolène	ja / oui



*Individu immature vu à Ferpècle
(D. Michellod) puis photographié dans
les hauts d'Evolène. © Marcel Gaspoz*

*Jungvogel bei Ferpècle gesehen
(D. Michellod) und dann oberhalb von
Evolène fotografiert. © Marcel Gaspoz*

plus des observations depuis ces postes intensifs, 13 observations ponctuelles ont été signalées sur ornitho.ch ou via le formulaire en ligne de la Fondation Pro Gypaète (www.bartgeier.ch). Lors de la journée focale, entre 46 et 60 Gypaètes ont pu être observés (Tableau 1). Si l'on rajoute à cela les informations connues sur les individus qui devraient être présents (en particulier les couples territoriaux), l'estimation du nombre de Gypaètes présents sur notre zone d'étude est comprise entre 49 et 74 individus. Parmi les individus nicheurs et territoriaux connus, seuls trois n'ont pas été observés de manière certaine (couple du Simplon et femelle de Zermatt). La majorité des individus territoriaux ont ainsi probablement été vus à un moment ou autre de la journée. Les observations effectuées la semaine suivante n'ont ainsi pas permis de récolter d'informations supplémentaires par rapport à la journée focale. Contrairement aux deux dernières éditions, les couples étaient très peu présents aux aires.

Individus munis d'une balise GPS

Lors de la journée focale, sept gypaètes portant une balise GPS étaient présents au moins une partie de la journée dans la région étudiée. Quatre d'entre eux ont été observés depuis au moins un poste intensif. Contrairement à l'année passée, où les conditions de vol étaient dans l'ensemble mauvaises, les différents individus portant une balise GPS ont parcouru des distances relativement importantes. Finja sort néanmoins du lot: à 7h20, elle a quitté son perchoir au-dessus de Bachalp sur la commune de Loèche pour s'engager sur un long trajet passant dans les cantons de Berne et du Valais, parcourant une distance totale d'au moins 150 km (dont 65 km entre 9h00 et 15h00) avant de s'arrêter au-dessus du Lac de Tseuzier à 17h00. Durant ce long trajet, elle aura réussi à éviter tous les postes d'observation qui se trouvaient sur son chemin.

Individus observés à plusieurs endroits au cours de la journée focale

Grâce aux nombreuses photos transmises lors de la journée focale, il a été possible de déterminer avec certitude que 19 individus ont été observés depuis plusieurs points d'observation (Figure 3). Seule Luzerna a été identifiée grâce aux données

GPS uniquement, l'heure et sa trajectoire correspondant exactement aux observations effectuées depuis le barrage du Turtmannsee (M. Chesaux, N. Jordan) ainsi que depuis le Col de la Forcletta (T. & B. Zufferey). Les adultes ont été identifiés grâce aux photos, tandis que pour les jeunes, les descriptions, les heures des observations ainsi la direction de vol suffisaient pour dire s'il s'agissait d'un même oiseau observé à double, les différences étant plus évidentes que chez les adultes.

Dans plusieurs cas, les observations d'un même individu ont été effectuées à une distance de plus de 8 km. Un adulte inconnu a été photographié à la Pierreuse à 14h23 (C. Richard, M. Richmond Wildi), puis vers le Col du Pillon 8.7 km plus loin à 14h35 (A. Blanchard). La femelle de Stalden a pu être observée à Eisten (T. Gorr), puis à Mutt en fin de journée, à 13 km de là (D. Heldner). Un jeune de 2022 (3e année) a été observé à Ferpècle (D. Michellod) puis à plus de 9 km de là dans les Hauts d'Evolène (M. Gaspoz). Le couple de Saas a été observé à Saas-Almagell jusqu'à 13h05, puis à Saas-Balen à 14h20 et enfin à Bodenbrücke à 14h28, à une douzaine de kilomètres à vol d'oiseau du premier point d'où il a été observé (D. Heldner). Enfin, le mâle de Leukerbad a été observé à trois postes intensifs différents lors de la journée d'observation. Il fait partie des premiers individus observés lors de la journée focale: il a pu être photographié à 9h20 déjà au Col de la Gemmi (P.-M. Epiney, P. Schwitter). La deuxième observation certaine a eu lieu au Pas de Maimbré, à 20 km de la Gemmi, où il était en compagnie d'un autre adulte, probablement issu du couple d'Ayent (J. M. Martinez Soriano, P. Lauener). Il a ensuite traversé la vallée du Rhône pour arriver moins d'une heure plus tard à l'entrée du Val d'Anniviers, à 17 km du Pas de Maimbré, où il y pu être photographié au Roc d'Orzival (T. Nierle).

Discussion

Avec des conditions météorologiques globalement propices à l'observation des Gypaètes, mais surtout une motivation sans égale des nombreux observateurs impliqués, l'édition 2024 des 19e journées internationales d'observation du Gypaète barbu en Suisse occidentale furent un grand succès. En effet, non seulement le nombre de postes tenus, soit 56, est un record, mais aussi le nombre de Gypaètes obser-

Vögel mit einem GPS-Sender

Am Fokustag hielten sich sieben Bartgeier, die einen GPS-Sender trugen, mindestens einen Teil des Tages im Untersuchungsgebiet auf. Vier von ihnen wurden von mindestens einem Intensivposten aus beobachtet. Im Gegensatz zum letzten Jahr, als die Flugbedingungen insgesamt schlecht waren, legten die verschiedenen Vögel, die einen GPS-Sender trugen, relativ grosse Distanzen zurück. Um 7:20 Uhr verliess Finja ihren Sitzplatz auf der Bachalp in der Gemeinde Leuk und machte sich auf eine lange Reise durch die Kantone Bern und Wallis. Sie legte insgesamt mindestens 150 km zurück (davon 65 km zwischen 9:00 und 15:00 Uhr), bevor sie um 17:00 Uhr über dem Lac de Tseuzier zum Sitzen kam. Während dieser langen Reise gelang es ihr, alle Beobachtungsposten, die sich auf ihrem Weg befanden, zu umgehen.

Individuen, die im Laufe des Fokustages an mehreren Orten beobachtet wurden

Dank der zahlreichen Fotos, die während des Fokustages übermittelt wurden, konnte mit Sicherheit festgestellt werden, dass 19 Individuen von mehreren Beobachtungspunkten aus beobachtet wurden. Nur Luzerna wurde ausschliesslich

anhand der GPS-Daten identifiziert, wobei die Uhrzeit und seine Flugbahn exakt mit den Beobachtungen von der Turtmannsee-Staumauer (M. Chesaux, N. Jordan) sowie vom Forcletta-Pass (T. & B. Zufferey) übereinstimmten. Altvögel wurden anhand von Fotos identifiziert, während bei Jungvögeln die Beschreibungen, die Beobachtungszeiten sowie die Flugrichtung ausreichten, um zu sagen, ob es sich um denselben Vogel handelte, der doppelt beobachtet wurde, wobei die Unterschiede deutlicher waren als bei Altvögeln.

In mehreren Fällen erfolgten die Beobachtungen desselben Individuums aus einer Entfernung von mehr als 8 km. Ein unbekanntes adultes Tier wurde bei La Pierreuse um 14:23 Uhr (C. Richard, M. Richmond Wildi) und dann in Richtung Col du Pillon 8.7 km weiter um 14:35 Uhr (A. Blanchard) fotografiert. Das Weibchen von Stalden konnte bei Eisten (T. Gorr) und am Abend bei der 13 km entfernten Mutt beobachtet werden (D. Heldner). Ein Jungvogel von 2022 (3. Jahr) wurde bei Ferpèche (D. Michellod) und anschliessend gut 9 km entfernt in den Hauts d'Evolène (M. Gaspoz) beobachtet. Das Saaser Paar wurde bis 13:05 Uhr in Saas-Almagell beobachtet, dann um 14:20 Uhr in Saas-Balen und schliesslich um 14:28 Uhr in Bodenbrücke, rund 12 km Luftlinie vom ersten Punkt entfernt, von dem aus es beobachtet wurde (D. Heldner).

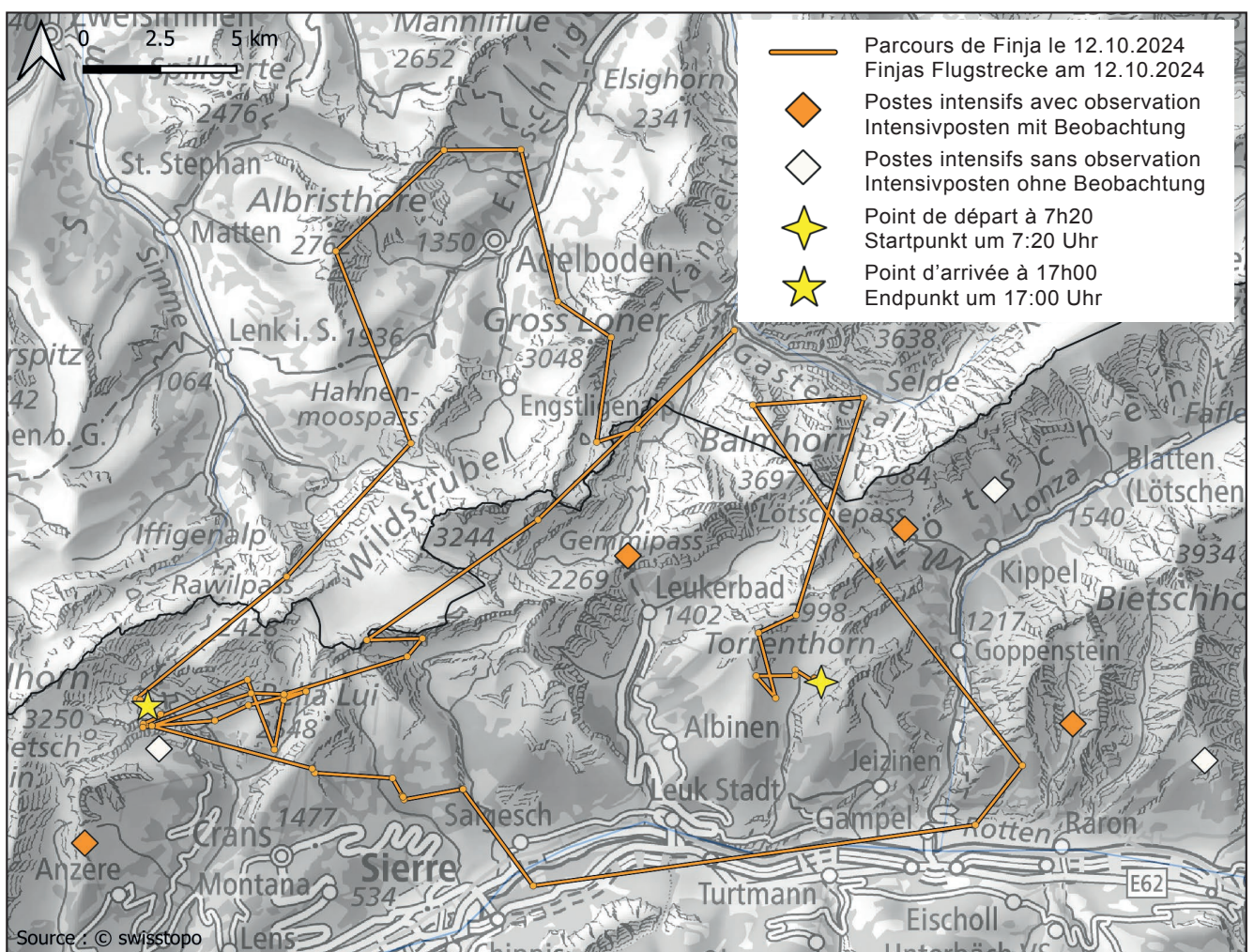


Fig. 2: Parcours de Finja, femelle adulte non territoriale munie d'une balise GPS, lors de la journée focale. Elle n'a pas été observée de la journée, malgré des passages proches de certains postes intensifs.

Abb. 2: Flugstrecke von Finja, einem erwachsenen, nicht territorialen Weibchen mit GPS-Sender am Fokustages. Sie wurde den ganzen Tag über nicht beobachtet, obwohl sie an einigen Intensivposten in der Nähe vorbeikam.

vés, soit au moins 46 individus différents. Les précédents records étaient de 42 postes tenus en 2022 et au moins 26 Gypaètes observés en 2021.

Le nombre record de 56 postes intensifs a permis une bonne couverture de la région étudiée. La majorité des individus territoriaux connus ont été observés, et le grand nombre d'observations d'un ou plusieurs mêmes individus à deux postes montre aussi une couverture adéquate de vastes zones. De plus, les observations ponctuelles concernaient presque tous des individus qui ont été observés à l'un des postes intensifs. Néanmoins, les individus balisés non observés lors de la journée focale nous montrent que dans certaines zones, quelques postes supplémentaires mériteraient d'être prévus. C'est le cas notamment sur les hauts de Crans-Montana, et dans la vallée de Conches, où aucune observation de Gypaète n'a pu être faite. Les hauts de Martigny mériteraient aussi une meilleure couverture. Les observations de Gypaètes lors de la journée focale étaient distribuées sur quasiment l'entier de la zone d'étude, avec comme exceptions le Bas-Valais en aval de Monthey et la vallée de Conches. L'absence d'observations depuis les postes tenus dans le Bas-Valais, tout à l'ouest de la zone d'étude et secteur contribuant habituellement généreusement aux totaux finaux, peut s'expliquer en partie par les conditions météorologiques moins bonnes qui y ont régné. Dans la vallée de Conches, le manque d'observateurs pourrait plutôt en être la cause.

Le fait le plus étonnant de la journée était que chaque poste vaudois a permis d'observer le Gypaète, qui plus est des adultes. De plus, trois observations ponctuelles ont été transmises, dont deux accompagnées de photos qui se sont révélés très utiles pour l'analyse des données. Au moins cinq

adultes différents ont donc été observés dans le canton de Vaud. Des prospections ciblées avant l'hiver devraient permettre de déterminer si ces individus font partie de couples territoriaux jusqu'alors inconnus, ou s'ils fréquentent ce secteur plutôt en quête de nourriture.

En Valais, peu de changements sont à noter au sein des couples ayant niché au moins une fois par le passé, à l'exception du couple de Stalden. La femelle a été observée à l'aire avec un mâle dans sa 4^e année (T. Gorr). D'autres observations ultérieures semblent confirmer le rôle de ce subadulte comme nouveau partenaire, les deux individus ayant été observés en train de se nettoyer mutuellement les plumes à l'aire (S. Briggeler). Pour l'instant, il n'est pas clair si le mâle nicheur de 2024 est toujours présent ou non. Plusieurs couples pour lesquels il n'y a pas encore de preuve de nidification ont également été observés. Le nouveau couple du Val d'Anniviers (un mâle subadulte dans sa 5^e année et une femelle dans sa 6^e année) étaient présents dans les environs de Zinal. Un couple a également été observé dans les hauts de St-Niklaus et Törbel. Il y a de fortes chances qu'il s'agisse de l'ancien couple d'Anniviers, qui avait été aperçu en début d'année dans les alentours de Herbruggen en parade. A Evolène, Cierzo a été observé, mais le subadulte avec qui il avait été observé durant l'hiver 2024 n'a vraisemblablement pas été vu de la journée. Enfin, au Simplon, le couple présent depuis début 2024 n'a pas pu être observé, alors que les données GPS du mâle, Fredueli, indiquent qu'il est toujours présent dans le secteur. Ces quatre sites mériteront d'être suivi attentivement avant l'hiver afin de clarifier si les individus présents tenteront une première nidification en 2025 ou non. ■

Julia Wildi,

Réseau Gypaète Suisse occidentale
(RGSO), Fondation Pro Gypaète

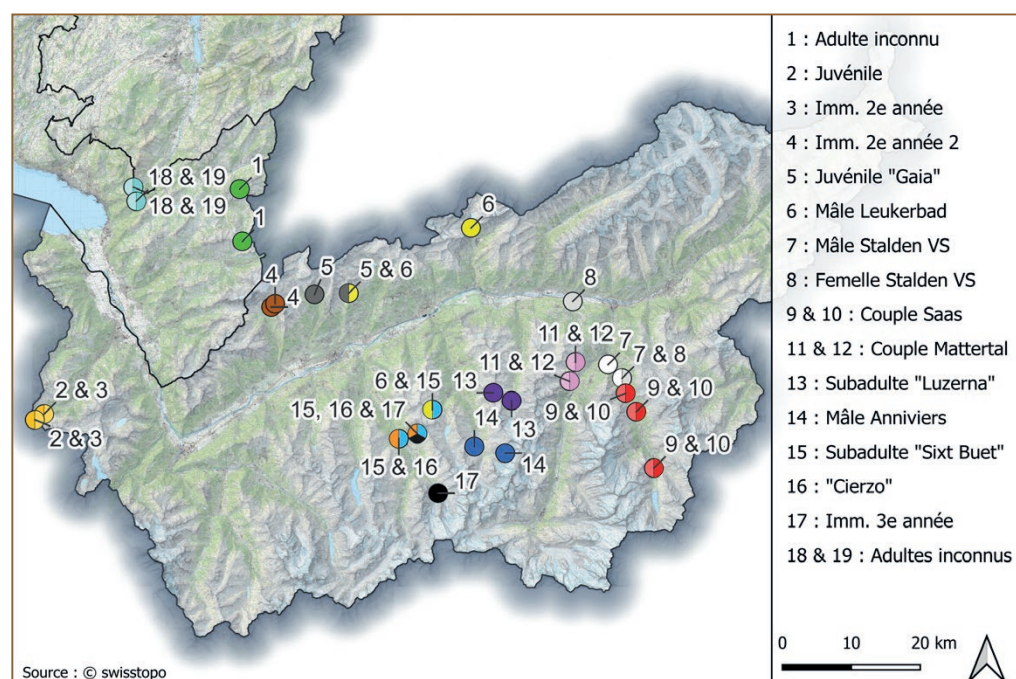


Fig 3: Observations d'individus vus à plusieurs postes. Les points d'une même couleur indiquent que le ou les mêmes individus ont été observés.

Abb. 3: Beobachtungen von Individuen, die an verschiedenen Stellen gesehen wurden. Punkte derselben Farbe zeigen an, dass das oder die gleichen Individuen beobachtet wurden



Mâle de Leukerbad, un des premiers individus observés lors de la journée focale. © Patrick Schwitter

Männchen aus Leukerbad, eines der ersten Vögel, die am Fokustag beobachtet wurden. © Patrick Schwitter

Das Männchen von Leukerbad wurde am Beobachtungstag an drei verschiedenen Intensivposten beobachtet. Es gehörte zu den ersten Individuen, die am Fokustag beobachtet wurden: Der Bartgeier konnte bereits um 9.20 Uhr auf dem Gemmipass fotografiert werden (P.-M. Epiney, P. Schwitter). Die zweite sichere Beobachtung gelang am Pas de Maimbré, 20 km von der Gemmi entfernt. Dort war er in Gesellschaft eines weiteren Altvogels, der vermutlich vom Paar bei Ayent abstammte (J. M. Martinez Soriano, P. Lauener). Danach überquerte er das Rhonetal und erreichte weniger als eine Stunde später den Eingang des Val d'Anniviers, 17 km vom Pas de Maimbré entfernt, wo er am Roc d'Orzival fotografiert werden konnte (T. Nierle).

Diskussion

Die Bartgeierbeobachtungstage 2024 in der Westschweiz waren ein grosser Erfolg. Die Wetterbedingungen waren insgesamt günstig für die Beobachtung von Bartgeiern, vor allem aber ist die Motivation der zahlreichen beteiligten Beobachter:innen zu erwähnen. Nicht nur die Anzahl der besetzten 56 Posten war ein Rekord, sondern auch die mindestens 46 verschiedenen beobachteten Bartgeier. Die bisherigen Rekorde lagen bei 42 Posten im Jahr 2022 und mindestens 26 beobachteten Bartgeiern im Jahr 2021.

Die Rekordzahl von 56 Intensivposten ermöglichte eine gute Abdeckung des Untersuchungsgebiets. Die meisten bekannten territorialen Individuen wurden beobachtet. Auch die grosse Zahl von Beobachtungen derselben Individuen an verschiedenen Posten zeigt die gute Abdeckung in den meisten Gebieten. Darüber hinaus handelte es sich bei den

Punktbeobachtungen fast ausschliesslich um Individuen, die an einem der Intensivposten gesichtet wurden. Dennoch zeigen uns die besenderten Individuen, die während des Fokustages nicht beobachtet wurden, dass in einigen Gebieten einige zusätzliche Posten vorgesehen werden sollten. Dies ist insbesondere in den Höhenlagen von Crans-Montana und im Goms der Fall, wo keine Bartgeier beobachtet werden konnten. Auch die Höhen von Martigny würden eine bessere Abdeckung verdienen. Die Bartgeierbeobachtungen am Fokustag verteilten sich fast über das gesamte Untersuchungsgebiet, mit Ausnahmen im Unterwallis unterhalb von Monthey und im Goms. Das Fehlen von Beobachtungen von den Posten im Unterwallis, das ganz im Westen des Untersuchungsgebiets liegt und normalerweise einen hohen Anteil an der Gesamtsumme hat, kann zum Teil durch die schlechteren Wetterbedingungen erklärt werden, die dort herrschten. Im Goms dürfte der Mangel an Beobachtern der Grund dafür sein.

Die erstaunlichste Tatsache des Tages war, dass an jedem Waadtländer Posten Bartgeier beobachtet werden konnten, noch dazu ausgewachsene Tiere. Zudem wurden drei Einzelbeobachtungen übermittelt, zwei davon mit Fotos, die sich bei der Datenanalyse als sehr nützlich erwiesen. Im Kanton Waadt wurden also mindestens fünf verschiedene adulte Tiere beobachtet. Gezielte Nachforschungen vor dem Winter sollten Aufschluss darüber geben, ob diese Individuen zu bisher unbekannten territorialen Paaren gehören oder ob sie dieses Gebiet eher auf der Suche nach Nahrung aufsuchen.

Im Wallis gab es bei den Paaren, die in der Vergangenheit mindestens einmal gebrütet hatten, mit Ausnahme des Paares bei Stalden, kaum Veränderungen. Das Weibchen wurde mit einem Männchen im vierten Lebensjahr am Horst beobachtet (T. Gorr). Spätere Beobachtungen scheinen die Rolle des subadulten Männchens als neuen Partner zu bestätigen, da die beiden Individuen dabei beobachtet wurden, wie sie sich am Horst gegenseitig die Federn putzten (S. Brigeler). Derzeit ist unklar, ob das 2024 brütende Männchen noch anwesend ist oder nicht. Es wurden auch mehrere Paare beobachtet, für die es noch keinen Brutnachweis gibt. Das neue Paar aus dem Val d'Anniviers (ein subadultes Männchen im fünften Jahr und ein Weibchen im sechsten Jahr) waren in der Umgebung von Zinal anwesend. Ein Paar wurde auch in den Höhenlagen von St. Niklaus und Töbel beobachtet. Es ist sehr wahrscheinlich, dass es sich um das ehemalige Paar aus Anniviers handelt, das Anfang des Jahres in der Umgebung von Herbrigen bei der Balz gesichtet worden waren. In Evolène wurde Cierzo beobachtet, aber der subadulte Vogel, mit dem er im Winter 2024 beobachtet worden war, wurde wahrscheinlich den ganzen Tag nicht gesehen. Am Simplon schliesslich konnte das seit Anfang 2024 anwesende Paar nicht beobachtet werden, während die GPS-Daten des Männchens, Freduei, darauf hindeuten, dass es sich noch immer in diesem Gebiet aufhält. Diese vier Orte sollten vor dem Winter aufmerksam beobachtet werden, um zu klären, ob die vorhandenen Individuen 2025 einen ersten Brutversuch unternehmen werden oder nicht. ■

*Julia Wildi,
Bartgeier-Netzwerk Westschweiz,
Stiftung Pro Bartgeier*

Jean-Claude Praz (1948-2024)

Infatigable curieux, sans peur du vide, Jean-Claude n'a jamais réussi à m'entraîner sur les chemins escarpés où il se déplaçait comme un chamois et disparaissait me laissant seul, au pied d'une pente abrupte ou à l'entrée de gorges, avec l'angoisse de ne pas le voir revenir...

Sans cette confiance en lui qu'il transmettait, je n'aurais jamais rédigé une ligne sur la faune du Valais, sans son influence Bernard Michellod et moi n'aurions pas lancé la «Pétition des jeunes valaisans pour les mesures urgentes en matière d'aménagement du territoire», ni eu l'occasion, avant nos 20 ans, de dessiner les périmètres des zones à protéger dans ce canton avant même que le Service du développement territorial ne voie le jour.

C'est aussi un peu à ce Jean-Claude, homme de réseaux et influenceur avant internet, que je dois mon premier mandat sur la protection de Pouta Fontana et mon engagement dans la protection du Bois de Finges. Ils et elles sont assurément nombreux et nombreuses ceux et celles qui pourraient se joindre à moi pour dire que sans Jean-Claude leur vie aurait été différente, qu'ils n'auraient pas effectué ces recherches, mené ces études ou rédigé cette thèse qui les a propulsés dans leur vie professionnelle.

Jean-Claude savait mettre en relation les besoins qu'il identifiait par ses contacts hors des milieux de la protection de la nature, les ressources nécessaires et associer des points de vue apparemment disparates. Il savait stimuler l'engagement de ses proches pour multiplier son action en faveur de la nature. Peuvent en témoigner les Bernard, Werner, Duckert, Cotty et autres Steiner, ...

C'est à son entregent que le Valais doit la publication par les éditions Pillet à Martigny de la collection «Connaître la nature en Valais», devenue par la suite «La nature dans les Alpes», qui a montré la voie à une collection parallèle, du Département cantonal de l'environnement: «Les richesses de la nature en Valais». C'est lui qui a lancé «Les cahiers du Musée». Cet esprit ouvert à toutes les sciences naturelles, n'est pas étranger à certaines recherches archéologiques alpines menées en Valais.

Vainqueur de La Science appelle les jeunes avec son étude sur les transhumances des chocards sédunois, publiée dans la Murithienne en 1967, avant les balises GPS et les télescopes de luxe, à l'époque où les naturalistes se déplaçaient à pied, au mieux à vélo, Jean-Claude a été une des âmes fondatrices du groupe des jeunes naturalistes du collège de Sion avec François Catzeflis. C'est lui qui a tissé les liens entre

les étudiants en culottes courtes et les anciens amoureux de la faune valaisanne, Carlo Bottani, Michel Desfayes, René Baumann, René-Pierre Bille, ... qui avaient ouvert le chemin, nous faisaient rêver par leurs connaissances, leurs publications ou leurs photos et transmettaient leurs connaissances.

Homme de confiance de Maurice Deléglise¹, Jean-Claude était devenu, avant même sa maturité scientifique, le pilier de ce musée qu'il dirigera et développera par la suite. C'est lui encore qui a entraîné une partie de ce petit monde dans la voie de l'action au sein de la Ligue valaisanne pour la protection de la nature² sous la conduite des membres fondateurs, issus de l'économie Willy Kraft (assurances), André Grobet (British Petroleum), Fritz Zwicky (Ciba) voire Rodolphe Tissières (Téléverbier) animés par des visions différentes, mais capables de compromis pour délimiter des sites à protéger dont certains sont devenus des IFP, voire des Parcs naturels.

Habitant Sion, Jean-Claude n'a jamais oublié son enfance à Fey, lui qui a arpenté à pied la commune de Nendaz, puis les coteaux de Sion, de jour comme de nuit. Après sa formation de biologiste à l'Université de Lausanne et sa rencontre avec Annelise, c'est à Vernamiège d'abord qu'ils ont choisi de s'installer avant d'aménager leur nid au pied de l'adret saillonnain. De leur passage au Val d'Hérens, ils ont conservé un pied à terre magique à Loveigno.

Jean-Claude n'aura vécu que 76 ans. Mais faisant partie des rares personnes aux vies parallèles, toutes organisées autour de la découverte et du partage de son enthousiasme pour la richesse du monde naturel, il cumule 260 ans d'engagements professionnels (chercheur, enseignant, conservateur et directeur du MHN) et associatifs (membres de multiples commissions, comités et fondations, président d'associations, rédacteur du Bulletin de la Murithienne, directeur de collections d'ouvrages sur la nature). Tout cela n'a pas empêché cet époux, père de 3 enfants et vigneron-encaveur à ses heures, de visiter quelques régions éloignées du globe, de l'Alaska à la Nouvelle Zélande en passant par l'Iran, l'Islande et le Cameroun. Mais c'est à Fey qu'il est né et c'est Fey qu'il regardait avec nostalgie de sa chambre à Saillon.

Jean-Claude s'en est allé comme il est venu, du premier au dernier jour avide de découvrir de nouveaux domaines et désireux de transmettre son savoir, mais aussi soucieux d'améliorer son chalet de Loveigno et de planter une nouvelle vigne. Porté par un esprit, sinon optimiste, du moins confiant et plein d'espérances, il a pris le temps de rédiger un testament qui nous dévoile sa philosophie, sa foi en l'humanité, sa confiance dans le futur et sa vision du monde qui lui a permis d'échapper à l'écoanxiété, à l'aigreur ou au défaitisme.

S'il nous manque désormais, il restera néanmoins longtemps encore présent dans toutes ces réalisations, ces explorations dont il a été l'artisan, souvent caché. **Merci Jean-Claude!**

Pierre-Alain Oggier

1 Professeur de français et de sciences naturelles au collège de Sion, déchargé comme animateur du groupe théâtral, responsable du vivarium et par voie de conséquence répandant du groupe des jeunes et – last but not least – conservateur amateur du Musée d'histoire naturelle du collège, devenu Musée cantonal.

2 Devenue par la suite Pro Natura Valais.

Jean-Claude Praz (1948–2024)

Unmüde, neugierig und ohne Höhenangst, wie Jean-Claude war, gelang es ihm dennoch nie, mich auf die steilen Pfade zu ziehen, wo er sich wie eine Gämse bewegte und verschwand und mich am Fuss eines steilen Hangs oder am Eingang einer Schlucht allein liess, mit der Angst, ihn nicht wiederkommen zu sehen...

Ohne dieses Vertrauen, das er vermittelte, hätte ich nie eine Zeile über die Walliser Fauna verfasst, ohne seinen Einfluss hätten Bernard Michellod und ich nicht die «Petition der jungen Walliser für dringliche Massnahmen im Bereich der Raumplanung» lanciert, noch hätten wir vor unserem zwanzigsten Geburtstag die Gelegenheit gehabt, die Perimeter der Schutzzonen in diesem Kanton zu zeichnen, noch bevor die Dienststelle für Raumentwicklung ins Leben gerufen wurde.

Jean-Claude, der, noch bevor es das Internet gab, ein Mann des Netzwerkens und ein Einflussnehmer war, ist auch der Grund, warum ich mein erstes Mandat zum Schutz von Pouta Fontana und mein Engagement für den Schutz des Pfywaldes erhalten habe. Es gibt sicherlich viele, die sich mir anschliessen und sagen könnten, dass ihr Leben ohne Jean-Claude anders verlaufen wäre, dass sie nicht diese Forschungen angestellt, diese Studien durchgeführt oder diese Dissertation verfasst hätten, die sie ins Berufsleben katapultiert hat.

Jean-Claude verstand es, die Bedürfnisse, die er bei seinen Kontakten ausserhalb der Naturschutzkreise feststellte, mit den notwendigen Ressourcen in Verbindung zu bringen und scheinbar unterschiedliche Standpunkte zu vereinen. Er verstand es, das Engagement seiner Angehörigen anzuregen, um seinen Einsatz für die Natur zu vervielfachen. Davon können Bernard, Werner, Duckert, Cotty und andere Steiner zeugen.

Seiner Kontaktfreudigkeit verdankt das Wallis die Veröffentlichung der Reihe «Connaître la nature en Valais», die später zu «La nature dans les Alpes» wurde und den Weg für eine parallele Reihe des kantonalen Umweltdepartements wies: «Les richesses de la nature en Valais» (Die Reichtümer der Natur im Wallis). Jean-Claude, der mit seiner 1967 von La Murithienne veröffentlichten Studie über die Wanderbewegungen der Alpendohlen den Wettbewerb «La Science appelle les jeunes» gewann, gründete zusammen mit François Catzeflis die Gruppe junger Naturforscher des Kollegiums in Sitten. Und dies zu einer Zeit, bevor es GPS-Tags und Luxusfernrohre gab und Naturforscher sich zu Fuss oder bestenfalls mit dem Fahrrad fortbewegten. Er war es, der die Bande zwischen den Studenten in kurzen Hosen und den alten Liebhabern der Walliser Fauna, Carlo Bottani, Michel Desfayes, René Baumann, René-Pierre Bille... knüpfte.

1 Lehrer für Französisch und Naturwissenschaften am Kollegium in Sitten, Animator der Theatergruppe, Verantwortlicher für das Vivarium und Ansprechpartner für die Jugendgruppe und – last but not least – Amateurkonservator des Naturkundemuseums des Kollegiums, das später zum Kantonsmuseum wurde.

2 Später Pro Natura Wallis.

Als Vertrauensmann von Maurice Deléglise¹, war Jean-Claude schon vor seiner wissenschaftlichen Reife zur tragenden Säule des Naturmuseums in Sitten geworden, das er später leiten und weiterentwickeln sollte. Es war wiederum Jean-Claude, der die Gründung der Walliser Liga für Naturschutz² ansties.

Die Gründungsmitglieder Willy Kraft (Versicherungen), André Grobet (British Petroleum), Fritz Zwicky (Ciba) und Rodolphe Tissières (Téléverbier) kamen aus der Wirtschaft, hatten unterschiedliche Visionen, waren aber in der Lage, Kompromisse einzugehen und Schutzgebiete auszuweisen, von denen einige zu BLN oder sogar zu Naturparks wurden.

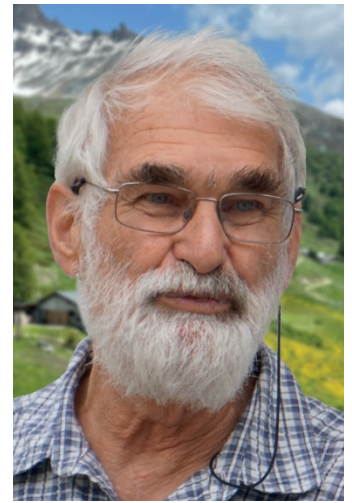
Nach seiner Ausbildung zum Biologen an der Universität Lausanne und seiner Bekanntschaft mit Annelise liessen sie sich zunächst in Vernamiège nieder, bevor sie ihr Nest am Fuss des Bergrückens von Saillon einrichteten. Aus ihrer Zeit im Val d'Hérens haben sie ein zauberhaftes Fleckchen Erde in Loveigno behalten.

Jean-Claude wurde nur 76 Jahre alt. Er gehört jedoch zu den wenigen Menschen mit Mehrfachbelastungen, die sich alle um die Entdeckung und das Teilen seiner Begeisterung für den Reichtum der Natur drehen. Er hat sich gefühlte 260 Jahre lang beruflich (als Forscher, Lehrer, Konservator und Direktor des Naturmuseums Wallis) und in Vereinen engagiert (als Mitglied zahlreicher Kommissionen, Komitees und Stiftungen, als Präsident von Vereinen, als Redakteur des Bulletins von La Murithienne und als Leiter von Buchreihen über die Natur). All dies hinderte den Ehemann, Vater von drei Kindern und nebenberuflichen Winzer und Kellermeister nicht daran, einige entlegene Regionen der Erde zu besuchen, von Alaska über Iran, Island und Kamerun bis nach Neuseeland. Aber in Fey wurde er geboren und Fey war es, auf das er von seinem Zimmer in Saillon aus sehnsüchtig blickte.

Jean-Claude ging, wie er gekommen war, vom ersten bis zum letzten Tag, begierig darauf, neue Gebiete zu entdecken, und bestrebt, sein Wissen weiterzugeben, aber auch darauf bedacht, sein Chalet in Loveigno zu verbessern und einen neuen Weinberg zu pflanzen. Getragen von einem Geist, der, wenn schon nicht optimistisch, so doch zumindest zuversichtlich und voller Hoffnungen war, nahm er sich die Zeit, ein Testament zu verfassen, das uns seine Philosophie, seinen Glauben an die Menschheit, sein Vertrauen in die Zukunft und seine Weltanschauung enthüllt, die es ihm ermöglichte, der Ökoangst, der Verbitterung oder dem Verzweiflungstrieb zu entgehen.

Auch wenn wir ihn jetzt vermissen, wird er dennoch noch lange in all diesen Errungenschaften und Erkundungen präsent sein, deren oft verborgener Architekt er war. **Danke Jean-Claude!**

Pierre-Alain Oggier



Prise de position de fauna•vs sur la révision de l'ordonnance sur la chasse

En décembre 2022, le Parlement fédéral a révisé la loi sur la chasse et a permis, entre autres, la régulation «préventive» de la population de loups. Le 1^{er} novembre 2023, le conseiller fédéral Albert Rösti a mis en vigueur une ordonnance limitée dans le temps, à la suite de quoi les cantons ont pu abattre des loups à titre préventif en décembre et janvier derniers (voir **fauna•vs info** n° 45). En Valais, 27 loups ont été tirés. De fin mars à début juin, le Conseil fédéral a ensuite envoyé l'ordonnance «définitive» en consultation.¹ fauna•vs a pris position. Lisez ici les remarques générales.

La loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages de 1986 (LChP) régit non seulement la chasse mais également la protection des oiseaux et des mammifères sauvages. En 2020, le peuple suisse a refusé, suite à un référendum, une nouvelle mouture de la LChP concoctée par le parlement. La loi proposée était un mélange confus d'articles totalement dépassés – car ne tenant pas compte des connaissances acquises au cours des quatre dernières décennies, notamment par rapport à l'évolution souvent négative des effectifs des espèces d'oiseaux et de mammifères sauvages – et de nouveaux articles ne visant en fait qu'à limiter, parfois drastiquement, les effectifs d'espèces protégées. Si la LChP est censée réglementer non seulement la chasse mais aussi la protection des mammifères et des oiseaux sauvages, pourquoi l'accent avait-il été mis essentiellement sur la régulation des grands carnivores et du castor, en omettant de se pencher sur le sort des espèces en déclin?

Depuis le 1^{er} décembre 2023, la Suisse dispose d'une nouvelle mouture de LChP, le référendum n'ayant cette fois pas été activé. Le parlement y a fait entrer par la petite porte une grande partie de ce qui avait été refusé par le peuple en 2020, notamment en matière de régulation des grands prédateurs. Dans la mesure où la LChP demeure un palimpseste légal déséquilibré, soit un mélange d'articles désuets et de nouveaux articles de loi visant uniquement à éliminer des loups et des castors (et dans la foulée, bientôt peut-être, par décret du Conseil fédéral, d'autres espèces protégées comme le lynx ou l'aigle royal), l'Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et des oiseaux sauvages (OChP), qui en constitue la loi d'application pratique, ne peut être que de mauvaise facture. Comme la LChP, l'OChP est en effet non adaptée à la situation réelle de la faune sauvage et fait fi des connaissances scientifiques acquises en matière de protection et de gestion. C'est regrettable et indigne d'un état de droit et d'une nation qui s'affiche volontiers comme pionnière en matière de gestion de l'environnement.

Considérations spécifiques et propositions d'amélioration

Nous devons malheureusement constater que la modification de l'ordonnance est dominée par des réglementations relatives aux interventions sur des espèces en principe protégées

(loup, bouquetin, castor). Par contre, il manque des mesures de protection urgentes et nécessaires pour des espèces et leurs habitats tels que le lièvre brun, le lièvre variable, le lagopède alpin, le tétras lyre et la bécasse des bois, qui sont par ailleurs toujours chassables, avec des quotas élevés, à l'échelle nationale ou dans certains cantons. Sur ce point, nous jugeons ce projet d'OChP totalement déphasé avec l'état des connaissances et le statut des populations.

Après un siècle de succès de protection de la grande faune, notamment des ongulés et de leurs prédateurs naturels, aboutissant au retour progressif d'espèces qui avaient disparu de Suisse durant environ un siècle, le projet de nouvelle ordonnance fédérale sur la chasse marque sans conteste un retour à la mentalité du XIX^e siècle, à l'origine de ces disparitions ou du recul de ces espèces dont l'élimination était favorisée par des primes. C'est une régression inacceptable qui remet en cause les acquis.

En prétendant réguler les espèces sauvages dans le but de préserver la biodiversité et les biotopes naturels, l'ordonnance fait fi des connaissances scientifiques acquises durant les dernières décennies. En effet, la complexité des chaînes alimentaires, la diversité spécifique des communautés animales et des interactions écologiques, incluant par exemple la prédation et la compétition, sont des facteurs essentiels promouvant la richesse biodiversitaire et l'équilibre écologique, ne serait-ce qu'en maintenant les processus co-évolutifs essentiels qui ont longtemps modulé la flore et la faune. Ignorer ces avancées récentes, en tablant sur des politiques de régulation qui ressemblent surtout à des chasses déguisées (loup, bouquetin, castor), débouchera sur une dégradation de la biodiversité, contrairement à la volonté affichée par le législateur.

Les tirs de régulation ne doivent être mis en place que pour réduire ou supprimer des dommages économiques avérés ou pour tenter de juguler des risques d'atteinte à l'intégrité physique des humains, ces derniers étant souvent fantasmés plutôt que réels. Par ailleurs, ces tirs doivent effectivement viser les individus problématiques. Enfin, aucun tir de régu-

1 <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-100533.html>

Stellungnahme von fauna•vs zur revidierten Jagdverordnung

Im Dezember 2022 revidierte das eidgenössische Parlament das Jagdesetz und ermöglichte unter anderem die «präventive» Regulierung des Wolfsbestands. Am 1. November 2023 setzte Bundesrat Albert Rösti eine befristete Verordnung in Kraft, worauf die Kantone im vergangenen Dezember und Januar präventiv Wölfe abschiessen konnten (siehe **fauna•vs info** Nr. 45). Im Wallis wurden 27 Wölfe geschossen. Von Ende März bis Anfang Juni schickte der Bundesrat dann die «definitive» Verordnung in die Vernehmlassung.¹ fauna•vs nahm Stellung dazu. Lesen Sie hier die allgemeinen Bemerkungen.

Das Bundesgesetz über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel von 1986 (Jagdgesetz, JSG) regelt nicht nur die Jagd, sondern auch den Schutz von wildlebenden Vögeln und Säugetieren. Im Jahr 2020 lehnte das Schweizer Volk nach einem Referendum eine vom Parlament ausgearbeitete Neufassung des JSG ab. Das vorgeschlagene Gesetz war eine verwirrende Mischung aus völlig überholten Artikeln (die die Erkenntnisse der letzten vier Jahrzehnte nicht berücksichtigten, insbesondere in Bezug auf die negative Entwicklung der Säugetiere und Vogelbestände) und neuen Artikeln, die nur darauf abzielten, die Bestände geschützter Arten zu begrenzen, manchmal sogar drastisch. Wenn das JSG nicht nur die Jagd, sondern auch den Schutz von wildlebenden Säugetieren und Vögeln regeln soll, warum wurde dann der Schwerpunkt auf die Regulierung der Grossraubtiere und des Bibers gelegt und nicht auf das Schicksal von Arten, die im Rückgang begriffen sind?

Seit dem 1. Dezember 2023 hat die Schweiz eine neue Fassung des JSG, da das Referendum dieses Mal nicht ergriffen wurde. Das Parlament hat vieles von dem, was das Volk 2020 abgelehnt hatte, durch die Hintertür in das Gesetz aufgenommen, insbesondere die Regulierung von Grossraubtieren. Da das JSG ein unausgewogenes Gesetz bleibt, d. h. eine Mischung aus veralteten Artikeln und neuen Gesetzesartikeln, die einzig und allein darauf abzielen, Wölfe und Biber (und vielleicht per Bundesratsbeschluss bald auch andere geschützte Arten wie den Luchs oder den Steinadler) auszurotten, kann die dazugehörige Verordnung über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (Jagdverordnung, JSV) nur von schlechter Machart sein. Wie das JSG ist auch die JSV nicht an die tatsächliche Situation der Wildtiere angepasst und ignoriert die wissenschaftlichen Erkenntnisse, die im Bereich des Schutzes und des Managements gewonnen wurden. Dies ist bedauerlich und unwürdig für einen Rechtsstaat und eine Nation, die sich gerne als Vorreiter im Bereich des Umweltschutzes bezeichnet.

Spezifische Erwägungen und Verbesserungsvorschläge

Wir müssen leider feststellen, dass die in die Vernehmlassung gegebene Verordnung von Regelungen für Eingriffe in grundsätzlich geschützte Arten (Wolf, Steinbock, Biber) dominiert

wird. Dagegen fehlen dringend notwendige Schutzmassnahmen für Arten und ihre Lebensräume wie Feldhase, Schneehase, Alpenschneehuhn, Birkhuhn und Waldschnepfe, die im Übrigen auf nationaler Ebene oder in einigen Kantonen weiterhin mit hohen Quoten bejagt werden. In diesem Punkt halten wir den Entwurf der JSV als völlig konträr zum Stand des Wissens und zum Bestandsstatus der Populationen.

Nach einem Jahrhundert des erfolgreichen Schutzes der grossen wildlebenden Tiere, insbesondere der Huftiere und ihrer natürlichen Feinde, der zur schrittweisen Rückkehr von Arten geführt hat, die während rund einem Jahrhundert aus der Schweiz verschwunden waren, markiert der Entwurf der neuen eidgenössischen Jagdverordnung zweifellos eine Rückkehr zur Mentalität des 19. Jahrhunderts, die für das Verschwinden oder den Rückgang dieser Arten verantwortlich war (vor allem mit Prämien für ihre Vernichtung). Dies ist ein inakzeptabler Rückschritt, der das Erreichte in Frage stellt.

Die Verordnung, die vorgibt, Wildtiere zu regulieren, um die Biodiversität und natürliche Biotope zu erhalten, ignoriert die wissenschaftlichen Erkenntnisse der letzten Jahrzehnte. Die Komplexität der Nahrungsketten, die spezifische Vielfalt der Artengemeinschaften und die ökologischen Interaktionen, wie z. B. Prädation und Konkurrenz, sind wesentliche Faktoren, die den Reichtum an biologischer Vielfalt und das ökologische Gleichgewicht fördern, nicht zuletzt durch die Aufrechterhaltung der wesentlichen koevolutionären Prozesse, die Flora und Fauna seit langem prägen. Diese jüngsten Fortschritte zu ignorieren und sich auf Regulierungsmassnahmen zu verlassen, die einer verdeckten Jagd gleichkommen (Wolf, Steinbock, Biber), wird entgegen der Absicht des Gesetzgebers zu einer Verschlechterung der Biodiversität führen.

Der Abschuss von Wildtieren sollte nur zur Reduzierung oder Beseitigung von nachgewiesenen wirtschaftlichen Schäden oder zur Eindämmung von Risiken für die körperliche Unversehrtheit von Menschen durchgeführt werden, wobei letztere oftmals eher in der Fantasie als in der Realität vorkommen. Ausserdem müssen die Abschüsse tatsächlich auf problematische Individuen abzielen. Schliesslich dürfen keine Ab-

¹ <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-100533.html>

lation ne doit être autorisé pour les espèces aux effectifs encore faibles (loutre, chacal, etc.) ou ne causant quasi aucun dommage économique (aigle, lynx, etc.) (art. 9a).

La notion de régulation proactive (tirs préventifs) doit être abandonnée car il s'agit en fait d'une forme de chasse aveugle. Ceci a été clairement démontré par la campagne de régulation des loups de décembre 2023 à janvier 2024. Elle n'a pas été capable d'éliminer en priorité les individus ayant causé des dommages. Ceci signifie que cette stratégie, qui souhaiterait par le biais de tirs anticipés obtenir un «effet éducatif» sur les loups, est un vœu pieux qui ne repose sur aucune base sérieuse. Les études scientifiques ont démontré qu'une telle pratique n'apporte jamais sinon que très rarement le résultat escompté (cf. les articles de fauna.vs info no 45, 2024) selon l'objectif sous-jacent, à un coût qui n'en vaut de surcroît vraiment pas la peine. Et ceci concerne tout à la fois: 1) les efforts visant à diminuer les déprédations sur les animaux de rente; 2) la tactique qui consiste à rendre les loups plus craintifs pour éliminer tout soi-disant risque (fantasmé!) pour l'intégrité physique de l'homme; et 3) accroître les effectifs des espèces chassables qui sont exploitées non seulement par les nemrods mais aussi par les grands carnivores. Nous l'avons décrit par le menu dans le no 45 de fauna.vs info (2024).

La protection des troupeaux (art. 10c), de loin la méthode la plus efficace pour lutter contre les déprédations par le loup puisque c'est cette pratique traditionnelle qui nous a permis de coexister durant des siècles avec ce prédateur, doit retrouver ses lettres de noblesse. A terme, ce sera sans conteste la mesure clef pour parvenir à une coexistence apaisée avec le loup, les tirs de régulation ne devant être opérés, comme mesure «ultima ratio», que lorsque la protection des troupeaux est déjouée par le prédateur. Notamment, il faut un soutien accru au niveau fédéral pour la formation et l'engagement de bergers, un aspect totalement négligé par la législation à ce jour. Il faut également revenir à un programme fédéral pour l'élevage et la mise en place de chiens de protection pour garantir que tout soit réalisé dans les règles de l'art. La pose de clôtures, ou le recours à la fois aux clôtures et aux chiens de protection, ne représentent pas des mesures suffisantes à elles seules. Il est essentiel de réhabiliter le métier de berger et, surtout, de miser sur le «trio berger – chien de protection – clôture», qui a fait ses preuves depuis plusieurs millénaires pour se prémunir des attaques des grands carnivores.

L'objectif de l'OChP de maintenir un effectif minimal de loups, avec un seuil fixé très bas (art. 4b, al. 3 et annexe 3), est irréaliste. En effet, cette approche débouchera certes dans la réalité du terrain à une extermination locale du prédateur, mais il sera très difficile de maintenir libre de loups de telles zones tant est forte la dynamique de colonisation et démographique du loup. Par ailleurs, le nombre de 12 meutes de loups pour la Suisse résulte d'un choix totalement arbitraire et fait notamment fi de la taille de population préconisée par les experts scientifiques pour le territoire helvétique, dans une perspective internationale de gestion du prédateur. Il est patent que, à ce jour, ni le Conseil fédéral ni l'Office fédéral de l'Environnement n'ont pu justifier cet effectif seuil,

extrêmement bas, de 12 meutes de loups ainsi que sa clef de répartition théorique au sein des compartiments géographiques ad hoc arbitrairement définis. Par exemple, pour le compartiment des Alpes de Suisse occidentale (cantons de Berne, de Fribourg, du Valais et de Vaud), trois meutes sont définies comme taille minimale. Cela signifie que ces cantons pourraient à terme compter chacun 0 à 1 meute! Considérant que le seul Valais compte 8 à 9 meutes (et non 13 meutes comme annoncé par les instances officielles; cf. fauna.vs info no 45), il serait possible d'abattre quasiment toutes les meutes arpentant le Valais! Cet objectif ne respecte par ailleurs ni la Convention de Berne, ni la Constitution suisse, ni la loi fédérale sur la chasse; en effet:

- Selon la Convention de Berne, des mesures contre le loup ne sont possibles que pour prévenir des «dommages sérieux» (et en respectant d'autres conditions, notamment eu égard aux mesures de protection des troupeaux).
- Selon la Constitution suisse, la Confédération protège les espèces menacées d'extinction.
- Selon la loi sur la chasse, art. 7a, al. 2, des réglementations ne doivent pas mettre en danger l'existence d'une population animale, quelle que soit son espèce.

En ce qui concerne le castor, il n'y a pas besoin de nouvelles réglementations. Les nouvelles dispositions proposées (art. 9d) vont bien au-delà de l'élimination en tant qu'«ultima ratio» et permettent des prélèvements individuels sans que des dommages importants aient été causés au préalable. La stratégie d'intervention pour le castor représente une totale violation de la volonté populaire affichée lors du référendum de 2020.

Aspects positifs

Nous souhaitons mentionner trois points positifs que nous avons relevés dans la proposition de l'OChP soumise à consultation: 1) la mise en place de corridors à faune, qui permettront de reconnecter des habitats aujourd'hui isolés (art. 8c-e), 2) l'interdiction formelle de chasser des espèces protégées au sein des districts francs fédéraux. La loi de 2020, rejetée par le peuple, envisageait en effet que les tirs de régulation du loup et du bouquetin puissent avoir lieu dans ces réserves fédérales de chasse, 3) l'interdiction de la circulation d'aéronefs civils sans occupants dans les districts francs fédéraux et dans les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale.

Evaluation générale

Toute comme la nouvelle mouture de la Loi sur la chasse, la protection des oiseaux et des mammifères sauvages (LChP 1986, version 2023), l'ordonnance soumise en consultation (OChP) doit être fondamentalement révisée eu égard aux connaissances scientifiques actuelles et aux enjeux globaux et régionaux qui affectent la biodiversité. La 6e extinction de masse des espèces, qui est aussi la première extermination de masse du vivant, mérite des outils législatifs adaptés à la mesure des réels enjeux qui affectent la biosphère, y compris en Suisse.

Comité de fauna•vs

schüsse zur Regulierung von Arten erlaubt werden, die nur noch geringe Bestände aufweisen (z. B. Fischotter, Schakal usw.) oder die praktisch keinen ökologischen Schaden verursachen (z. B. Adler, Luchs usw.) (Art. 9a).

Der Begriff der proaktiven Regulierung (präventive Abschüsse) muss aufgegeben werden, da es sich dabei im Grunde um eine Form der ziellosen Jagd handelt. Dies zeigte sich deutlich bei der Wolfsregulierungskampagne von Dezember 2023 bis Januar 2024. Sie war nicht in der Lage, vorrangig die Individuen zu eliminieren, die Schäden verursacht haben. Das bedeutet, dass die Strategie, durch proaktive Abschüsse einen «erzieherischen Effekt» auf Wölfe zu erzielen, ein frommer Wunsch ist, der auf keiner seriösen Grundlage beruht. Wissenschaftliche Studien haben gezeigt, dass eine solche Praxis nie oder nur sehr selten den gewünschten Erfolg bringt, und das zu Kosten, die sich nicht lohnen. Die zugrunde liegenden Ziele werden nicht erreicht: 1) die Bemühungen, den Schaden an Nutztieren zu verringern, 2) die Taktik, Wölfe scheuer zu machen, um die angebliche (eingebildete!) Gefahr für Menschen auszuschliessen, und 3) die Bestände jagdbarer Arten zu erhöhen. Wir haben dies in fauna.vs info Nr. 45 (2024) ausführlich beschrieben.

Der Herdenschutz (Art. 10c), die bei weitem wirksamste Methode zur Bekämpfung von Wolfsrissen (diese traditionelle Praxis, die es uns ermöglicht hat, seit Jahrhunderten mit dem Wolf zu leben), muss seine Bedeutung wiedererlangen. Auf lange Sicht wird dies zweifellos die Schlüsselmassnahme sein, um eine friedliche Koexistenz mit dem Wolf zu erreichen, da Regulierungsabschüsse als «ultima ratio» nur dann durchgeführt werden sollten, wenn der Schutz der Herden vom Wolf umgangen wird. Insbesondere bedarf es einer stärkeren Unterstützung auf Bundesebene für die Ausbildung und Einstellung von Hirten, ein Aspekt, der in der Gesetzgebung bislang völlig vernachlässigt wurde. Es muss auch wieder ein Bundesprogramm für die Zucht und den Einsatz von Herdenschutzhunden eingeführt werden, um sicherzustellen, dass alles ordnungsgemäss abläuft. Das alleinige Aufstellen von Zäunen oder der Einsatz von Zäunen und Herdenschutzhunden allein sind keine ausreichenden Massnahmen. Es ist wichtig, den Beruf des Hirten zu rehabilitieren und vor allem auf das Trio «Hirte–Schutzhund–Zaun» zu setzen, was sich seit Jahrtausenden als Schutz vor Angriffen durch Grossraubtiere bewährt hat.

Das Ziel der JSV, einen Mindestbestand an Wölfen mit einem sehr tiefen Schwellenwert (Art. 4b Abs. 3 und Anhang 3) zu erhalten, ist unrealistisch. Dieser Ansatz wird zwar zu einer lokalen Ausrottung des Raubtiers führen, aber es wird sehr schwierig sein, solche Gebiete wolfsfrei zu halten, da die Kolonisierungs- und demografische Dynamik des Wolfs so stark ist. Darüber hinaus ist die Zahl von 12 Wolfsrudeln für die Schweiz das Ergebnis einer völlig willkürlichen Entscheidung und ignoriert die von wissenschaftlichen Experten empfohlene Populationsgrösse für das Schweizer Territorium aus einer internationalen Perspektive des Raubtiermanagements. Es ist offensichtlich, dass bis heute weder der Bundesrat noch das Bundesamt für Umwelt den extrem niedrigen Schwellenwert von 12 Wolfsrudeln und den theoretischen

Verteilungsschlüssel innerhalb der willkürlich festgelegten geografischen Kompartimente begründen konnten. Zum Beispiel wurden für das Kompartiment der Westschweizer Alpen (Kantone Bern, Freiburg, Wallis und Waadt) drei Rudel als Mindestgrösse definiert. Das bedeutet, dass jeder dieser Kantone im Laufe der Zeit 0 bis 1 Rudel haben könnte! Wenn man bedenkt, dass allein im Wallis 8 bis 9 Rudel leben (und nicht 13 Rudel, wie von den offiziellen Stellen angegeben; siehe fauna.vs info Nr. 45), wäre es möglich, fast alle Rudel im Wallis abzuschliessen! Dieses Ziel entspricht weder der Berner Konvention, noch der Schweizer Verfassung oder dem Bundesgesetz über die Jagd:

- Gemäss der Berner Konvention sind Massnahmen gegen den Wolf nur «zur Verhütung ernster Schäden» möglich (und unter Einhaltung weiterer Bedingungen, insbesondere im Hinblick auf Herdenschutzmassnahmen).
- Gemäss der Schweizer Verfassung schützt der Bund die vom Aussterben bedrohten Arten.
- Gemäss Jagdgesetz, Art. 7a, Abs. 2, dürfen Regulierungen den Bestand einer Tierpopulation, unabhängig von der Art, nicht gefährden.

In Bezug auf den Biber besteht kein Bedarf an neuen Regelungen. Die vorgeschlagenen neuen Bestimmungen (Art. 9d) gehen weit über den Abschuss als «ultima ratio» hinaus und erlauben individuelle Entnahmen, ohne dass vorher ein grosser Schaden entstanden ist. Die Interventionsstrategie für den Biber stellt zudem eine Verletzung des Volkswillens dar, der im Referendum von 2020 bekräftigt wurde.

Positive Aspekte

Wir möchten drei positive Aspekte erwähnen, die wir im Vernehmlassungsentwurf der JSV gefunden haben: 1) die Einrichtung von Wildtierkorridoren, die es ermöglichen, isolierte Lebensräume wieder zu vernetzen (Art. 8c-e), 2) das formelle Verbot der Jagd auf geschützte Arten innerhalb der eidgenössischen Jagdbanngebiete (das vom Volk abgelehnte Gesetz von 2020 sah vor, dass in den eidgenössischen Jagdbanngebieten Abschüsse zur Regulierung von Wolf und Steinbock möglich sein sollten) und 3) das Verbot von unbemannten Zivilluftfahrzeugen in den eidgenössischen Jagdbanngebieten und in Wasser- und Zugvogelreservaten von internationaler und nationaler Bedeutung.

Gesamteinschätzung

Wie die Neufassung des Bundesgesetzes über die Jagd, den Schutz der Vögel und der wildlebenden Säugetiere (JSG 1986, Version 2023) muss auch die in die Vernehmlassung gegebene Verordnung (JSV) grundlegend überarbeitet werden, um den aktuellen wissenschaftlichen Erkenntnissen und den globalen und regionalen Herausforderungen betreffend Biodiversität gerecht zu werden. Das sechste Massensterben (das erste von uns Menschen verursachte) verdient gesetzliche Instrumente, die den realen Herausforderungen bezüglich Biosphäre (auch in der Schweiz) gerecht werden.

Vorstand von fauna•vs

Déclassement du loup dans la Convention de Berne

Le 3 décembre 2024, la Convention de Berne a décidé de faire passer le loup de la catégorie des «espèces de faune strictement protégées», de l'annexe II, à celle des «espèces de faune protégées», de l'annexe III.

Ceci bien qu'en 2022 et en 2023, des rapports d'expertise scientifiques aient indiqué qu'il était nécessaire de continuer à protéger strictement la plupart des sous-populations de loups d'Europe. L'annexe III pose par ailleurs aussi des exigences en matière de protection des espèces: chaque Etat partie doit garantir la protection des espèces et veiller à ce que les

populations ne soient pas en danger. Le lynx et le castor, des espèces protégées en Suisse, sont aussi inscrits à l'annexe III. Les modifications au niveau européen n'ont donc aucune influence sur le statut du loup en Suisse. Cette rétrogradation n'est par ailleurs pas une recette miracle pour réduire les attaques contre les animaux de rente. En effet, celles-ci se produisent aussi lorsque les populations de loups sont régulées de manière intensive par des tirs. En partie, ces mesures de régulation favorisent même les attaques, lorsque les tirs détruisent la structure sociale de la meute. Une protection des troupeaux à large échelle et de qualité reste incontournable.

Le Conseil fédéral met en vigueur la loi sur la chasse

Le 13 décembre 2024, le Conseil fédéral a décidé de l'entrée en vigueur conjointe, le 1er février 2025, de la loi sur la chasse et de l'ordonnance sur la chasse révisées. Ceux-ci confirme certes que les tirs de loups doivent se baser sur des dommages existants ou imminents mais elle affaiblit la protection des troupeaux et celle du castor.

Pour la régulation proactive de septembre à janvier, il doit exister un risque pour les animaux de rente et des mesures de protection des troupeaux doivent avoir été mises en œuvre. Une partie des jeunes loups peuvent donc être abattus. L'abattage de meutes entières est possible uniquement si elles présentent un comportement indésirable. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) doit donner son assentiment aux demandes de régulation des cantons. De juin à août, les cantons peuvent intervenir dans les meutes de loups après que des dommages ont été causés. Ces tirs nécessitent aussi l'assentiment préalable de l'OFEV. Par ailleurs, les cantons peuvent abattre des loups isolés qui ont causé des dommages ou représentent un danger pour l'homme.

Protection des troupeaux: les cantons voient leur compétence renforcée, par exemple en ce qui concerne les races de chiens pouvant être utilisées. L'OFEV reste compétent pour l'évaluation des chiens de protection des troupeaux. La

distinction entre les alpages ou pâturages qui sont raisonnablement protégeables et ceux qui ne le sont pas est abandonnée. Elle est remplacée par la stratégie individuelle de protection des troupeaux (législation agricole). La contribution fédérale à la protection des troupeaux est ramenée à 50 %.

Les Corridors faunistiques d'importance suprarégionale sont inscrits dans un inventaire national. En outre, des mesures sont définies dans le but de maintenir et de rétablir la perméabilité de ces passages clés pour la migration de la faune.

Pratique de la chasse: la révision prohibe la chasse de nuit en forêt et proscrit les munitions à balles contenant du plomb ainsi que l'utilisation de drones pour chasser.

Castor: pour la première fois, les tirs de castors sont réglementés dans l'ordonnance sur la chasse, bien que les conflits puissent être résolus par des mesures de prévention.

Communiqué de presse du Conseil fédéral:

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-103542.html>

Communiqué de presse des organisations environnementales et du Groupe Loup Suisse:

<https://www.gruppe-wolf.ch/fr/Pressemitteilungen.htm>

fauna•vs a un nouvel outil de dons

Cette année, le secrétariat de fauna•vs a beaucoup travaillé sur la numérisation. Outre l'introduction d'un CRM pour la gestion des adresses, des envois et des dons, la mise à jour du site web et l'implémentation d'un nouveau programme de comptabilité, un outil de donation numérique a été introduit. Il est désormais possible de faire des dons à fauna•vs en quelques clics sur le site Internet. Avec votre don, vous soutenez le travail de fauna•vs comme la publication de notre bulletin fauna•vs info, les excursions et les conférences ou les conseils lors de demandes concernant la faune sauvage. Un grand merci!

www.fauna-vs.ch/fr/donation



Rückstufung des Wolfes in der Berner Konvention

Die Berner Konvention hat am 3.12.2024 die Herabstufung des Schutzstatus des Wolfs von Anhang II (streng geschützt) in Anhang III (geschützt) beschlossen.

Der Entscheid wurde getroffen, obschon wissenschaftliche Gutachten 2022 und 2023 noch Bedarf nach einem strengen Schutz für die meisten europäischen Teilbestände des Wolfs aufgezeigt hatten, da diese weiterhin bedroht sind. Doch auch der Anhang III stellt hohe Anforderungen an den Artenschutz: Die Vertragsstaaten müssen den Schutz der Arten sicherstellen und dafür sorgen, dass die Populationen nicht gefährdet

werden. Auch die in der Schweiz geschützten Arten Luchs und Biber sind im Anhang III aufgeführt. Die Anpassung auf Europaebene beim Wolf hat deshalb keinen Einfluss auf seinen Status als geschützte Art in der Schweiz.

Die Herabstufung des Schutzstatus des Wolfs ist zudem kein Patentrezept für weniger Nutztierrisse. Auch in Wolfsbeständen mit intensiven Abschüssen kommt es zu Rissen. Teilweise werden diese sogar begünstigt, wenn durch den Abschuss von Wölfen die Sozialstruktur der Wolfsrudel zerstört wird. Ein guter, flächendeckender Herdenschutz bleibt unumgänglich.

Der Bundesrat setzt revidiertes Jagdgesetz in Kraft

Der Bundesrat hat am 13. Dezember 2024 das geänderte Jagdgesetz und die dazugehörige Jagdverordnung per 1. Februar 2025 in Kraft gesetzt. Damit wird zwar bestätigt, dass Wolfsabschüsse auf bestehenden oder drohenden Schäden basieren müssen, jedoch werden der Herdenschutz und der Schutz des Bibers geschwächt.

Für die proaktive Regulierung des Wolfs von September bis Januar muss ein Risiko für Nutztiere bestehen und Herdenschutzmassnahmen müssen umgesetzt worden sein. Dann kann ein Teil der Jungtiere reguliert werden. Ganze Rudel können abgeschossen werden, wenn sie unerwünschtes Verhalten zeigen. Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) muss den Regulierungsgesuchen der Kantone zustimmen. Von Juni bis August können die Kantone schadenstiftende Wolfsrudel reaktiv regulieren. Auch diese Abschüsse verfügen die Kantone, nach vorgängiger Zustimmung des BAFU. Ohne Zustimmung des BAFU können die Kantone einzelne Wölfe abschiessen, die Schäden angerichtet haben oder eine Gefährdung für Menschen darstellen.

Neuregelung beim Herdenschutz: Die Kantone erhalten mehr Kompetenzen, zum Beispiel bezüglich der Hunderasen, die eingesetzt werden dürfen. Das BAFU ist weiterhin zuständig für die Prüfung der Herdenschutzhund. Neu ent-

fällt die Einteilung in zumutbar und nicht zumutbar schützbare Alpen oder Alpweideflächen. An ihrer Stelle steht neu das einzelbetriebliche Herdenschutzkonzept gemäss Landwirtschaftsrecht. Der Bundesbeitrag an den Herdenschutz wird auf 50 Prozent gesenkt.

Wildtierkorridore von überregionaler Bedeutung werden in einem nationalen Inventar verankert. Zudem soll die Durchgängigkeit dieser Schlüsselstellen für Wildtierwanderungen erhalten oder wieder hergestellt werden.

Jagdliche Praxis: Neben einem Nachtjagdverbot im Wald, wird ein Verbot von bleihaltiger Kugelmunition sowie ein Verbot von Drohnen eingeführt.

Biber: Neu werden in der Jagdverordnung auch Abschüsse von Bibern geregelt, obwohl Konflikte mit dem Biber gut mit Präventionsmassnahmen gelöst werden können.

Medienmitteilung des Bundesrats:

<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-103542.html>

Medienmitteilung der Umweltorganisationen und der Gruppe Wolf Schweiz:

<https://www.gruppe-wolf.ch/Pressemitteilungen>

fauna•vs hat ein neues Spendentool

Auf der Geschäftsstelle von fauna•vs drehte sich in diesem Jahr vieles um die Digitalisierung. Nebst der Einführung eines CRM für die Bewirtschaftung der Adressen, Versände und Spenden, die Aktualisierung der Website sowie die Implementierung eines neuen Buchhaltungsprogramms wurde ein digitales Spendentool eingeführt. Neu ist es möglich, auf der Website mit einigen wenigen Klicks an fauna•vs zu spenden. Mit Ihrer Spende unterstützen Sie die Arbeit von fauna•vs wie die Herausgabe unseres Bulletins fauna•vs **info**, Exkursionen und Konferenzen oder die Beratung bei Anfragen zu Wildtieren. Vielen Dank!



www.fauna-vs.ch/de/spenden

Réseau Chauves-souris Valais

Les spécialistes du Réseau Chauves-souris Valais se tiennent à votre disposition:

Réseau chauves-souris Valais

Anouk Lettman, tél 079 589 74 11
info@chauve-souris-valais.ch



Verein Walliser Fledermausschutz

Bei Fragen zu den Fledermäusen hilft Ihnen der Verein Walliser Fledermausschutz gerne weiter:

Verein Walliser Fledermausschutz

Silvan Stöckli, Tel. 079 910 74 11
info@fledermaus-wallis.ch



Réseau Gypaète Suisse occidentale

Signalement des observations et renseignements auprès de la coordinatrice:

Réseau Gypaète Suisse occidentale

Julia Wildi, tél 079 385 09 49
gypaetus@bluewin.ch, www.gypaete.ch



Bartgeier-Netzwerk Westschweiz

Das Bartgeier-Netzwerk Westschweiz ist unter folgender Adresse erreichbar:

Bartgeiernetzwerk Westschweiz

Julia Wildi, tél 079 385 09 49
gypaetus@bluewin.ch, www.gypaete.ch

Centre de Coordination pour la Protection des Amphibiens et des Reptiles de Suisse

Pour toutes questions ou problèmes concernant les batraciens et reptiles de la vallée du Rhône vous pouvez contacter les responsables du KARCH:

Bureau DROSER SA

M. Flavio Zanini, tél 027 323 70 17
flavio.zanini@drosera-vs.ch



Koordinationsstelle für Amphibien- und Reptilienschutz in der Schweiz

Bei Fragen oder Problemen im Zusammenhang mit Amphibien und Reptilien wenden Sie sich an den Verantwortlichen der KARCH für das Oberwallis:

Bezirke Leuk, Visp und Westlich Raron:

Silvan Stöckli, info@umwelt-werk.ch, 076 321 50 80,

Bezirke Birg, Goms und Östlich Raron:

Ivana Cervenka, ivana.cervenka@ecospecta.ch, 077 438 48 11

Impressum

fauna•vs info est le bulletin d'information de la Société valaisanne de biologie de la faune. Il sert aussi de feuille de liaison au Réseau Gypaète Suisse occidentale, au Réseau Chauves-souris Valais et au KARCH Valais.

Responsable / verantwortlich:

Comité de / Vorstand von fauna•vs
3900 Brig, 079 353 01 19
fauna.vs@bluewin.ch

www.fauna-vs.ch

Parution / Erscheinungsweise:

deux fois par an / zweimal jährlich.

Maquette / Layout: Brigitte Wolf

Impression / Druck: Aebi Druck, Susten

Tirage / Auflage: 380 ex. / Stück.

Dons / Spenden



Herzlichen Dank!
Un grand merci!

Impressum

Das fauna•vs info ist das offizielle Mitteilungsblatt der Walliser Gesellschaft für Wildtierbiologie. Es dient zudem dem Bartgeier-Netzwerk Westschweiz, dem Verein Walliser Fledermausschutz und der KARCH Wallis als Mitteilungsblatt.

Je désirerais faire partie de fauna•vs Ich möchte Mitglied von fauna•vs werden

- ☐ comme membre ordinaire / als Mitglied (CHF 60.– par an / pro Jahr)
- ☐ comme membre de soutien / als Gönner/in (CHF 100.– par an / pro Jahr)
- ☐ comme membre collectif / als Kollektivmitglied (CHF 60.– par an / pro Jahr)
- ☐ je suis étudiant, je suis demandeur d'emploi ou j'ai moins de 25 ans (50% du prix) /
Ich bin Student, arbeitslos oder unter 25 Jahre und bezahle 50% des Preises

Nom et prénom /

Name und Vorname: _____

Adresse, NPA et Lieu /

Adresse, PLZ und Ort: _____

Téléphone /

Telefon-Nr.: _____

E-mail /

E-Mail: _____

Institution /

Institution: _____

Signature /

Unterschrift: _____

Remarque /

Bemerkung: _____